

L'ÉTOILE



DU NORD

édition en français de Northstar Compass

L'organe du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique
et de la Société des Canadiens carpatto-russes

5430, av. Trans Island, Montréal (Québec) Canada H3W 3A5 - (514) 737-7817 - pueblo@sympatico.ca
ISSN 1929-543X L'Étoile du Nord (imprimé) – ISSN 1929-5448 L'Étoile du Nord (en ligne)



- **La reprise du drapeau – Tableau du peintre soviétique Geli Mikhailovich Korzhev (1925 – 2012) -Un hommage.**
- **La lutte contre le révisionnisme - essentielle pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme**
- **Le 11 septembre, des attentats abominables du gouvernement étatsunien pour instaurer le fascisme et la guerre**

QUI SOMMES-NOUS ?

Les revues «Northstar Compass» et le «Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique» :

Les cinq éditions de «Northstar Compass» (NSC), en anglais, en espagnol, en français (la nôtre), en népalais en en russe, sont les organes du Comité exécutif du «Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique» (CIASP) et de la Société des Canadiens d'origine carpatto-russe, et visent la reconstruction de l'Union soviétique et du socialisme.

Nos tâches sont :

-1-la formation : histoire et situation mondiale actuelle, économie, politique, questions sociales, philosophie, théories politiques, socialisme scientifique, luttes actuelles, analyses sur la crise, le fascisme, la guerre, etc.;

-2-les activités internes : rédaction de notre bulletin, service de nouvelles, organisation d'activités (échanges, débats, conférences, ciné-club, groupes d'études, etc.);

-3-le travail de masse : appui solidaire à des organisations anti-impérialistes, anti-guerre, étudiantes, ouvrières et populaires, nationales (africaines, amérindiennes, latino-américaines, palestiniennes, philippines, etc.).

La lutte contre le révisionnisme et l'opportunisme, condition essentielle pour reconstruire l'URSS et le socialisme :

Comité de rédaction de «Northstar Compass» :

- Michael Lucas, rédacteur en chef pour le Canada
- George Gruenthal, webmaster de NSC, États-Unis
- Dr. Adélar Paquin et Antonio Artuso, rédacteurs de l'édition en français (depuis février, le camarade Paquin s'est dégagé de la responsabilité du bulletin pour des raisons de santé)
- Victor Bourenkov, rédacteur en chef de l'édition en russe, Russie
- Eduardo Artés Brichetti, rédacteur en chef de l'édition en espagnol, Chili
- Rédacteurs de l'édition en hindi (Parti ouvrier et paysans du Népal)
- Helen Lucas, secrétaire des finances, Canada
- Maria Donchenko, Russie
- Harpal Brar, Angleterre
- Frank Trampus, Canada
- Ray-O-Light, États-Unis
- Irina Malenko, Irlande du Nord
- Galina Savchenko, Ukraine
- Don Currie, Canada

Comité exécutif du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique :

- Michael Lucas, président
- Michael Opperskalski, Allemagne
- Dr. Adélar Paquin, Canada
- Victor Bourenkov, Russie
- Maria Donchenko, Russie

Sommaire

Pages:

Éditorial de «L'Étoile du Nord»	3
«Pourquoi je ne vote pas» W.E.E. Dubois	4, 5 et 6
Congrès canadien pour la paix: Syrie-L'Iran	7, 8 et 9
L'élimination des libertés civiles : Le Canada Accroît l'infrastructure de la torture	9
Révisionnisme par George Green	10, 11, 12 et 13
«Amis canadiens du peuple soviétique» Pour la création des amis canadienne du peuple soviétique (section Québec)	13
Le développement capitaliste de l'Inde, miracle du néolibéralisme?	14
L dossiers de l'Etoile du Nord: Révisionnismes et opportunistes anciens et modernes	15, 16, 17 et 18
La France et le Canada avalés par la folie guerrière des États-Unis et d'Israël ?	19 et 20
Les services secrets américains et Al Qaïda	21 et 22
«Ne touchez pas à la Russie!»(1818-1920) a	23 et 24
Show électoral aux États-Unis	24 et 25
L'effondrement des trois édifices du «World Trade Center	26, 27, 28
Hommage militant: Annie Lacroix-Riz	29 et 30
Nouvelles brèves	30
Culture soviétique: Hommage à Geli Korzhev, peintre communiste	31 et 32

Général Alexei Fomin, Union internationale des officiers soviétiques -, Russie

- Helen Lucas, secrétaire des finances, Canada
- Eduardo Artés Brichetti, Chili
- Ray Berbling, Australie
- Zdenek Novotny, République tchèque
- Manik Mukherjee, Inde
- Harpal Brar, Angleterre
- Galina Savchenko, Ukraine
- Représentant du Népal (Parti ouvrier et paysans du Népal)
- Dr Angelo D'Angelo, États-Unis
- George Gruenthal, États-Unis
- Ray-O-Light, États-Unis
- Frank Trampus, Canada
- Alexei Malkov, Canada
- Antonio Artuso, Canada

Le 11 septembre 2001 et l'instauration du fascisme de type nouveau

Par Antonio Artuso

Nous consacrons ce numéro à trois questions importantes :

A- Le révisionnisme (ancien et moderne) doit être combattu pour reconstruire le socialisme. Face à la constitution, par Marx et Engels, du marxisme, des leaders et des théoriciens opportunistes ont diffusé des théories qui empêchent l'unité du prolétariat et des peuples du monde, ainsi que le renversement du capitalisme et instauration du socialisme;

-B- Les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont été organisés à l'interne, par un groupe au sein du gouvernement étatsunien. Notre bulletin vient d'adopter cette position (qui n'engage pas Northstar Compass).

Les faits : Nous nous basons sur l'analyse faite par de très nombreux spécialistes (architectes, ingénieurs, chimistes, physiciens, etc.) des États-Unis, qui montrent que les 3 tours du World Trade Center se sont effondrées le 11 septembre par démolition contrôlée et que le gouvernement a fait disparaître des preuves importantes (toutes les structures métalliques ont été envoyées immédiatement en Chine).

Les analyses des spécialistes montrent qu'il s'agissait d'un «inside job»: crime commis à l'interne contre une organisation (ici le peuple étatsunien) par une personne ou un groupe faisant partie de cette organisation (ici un groupe très influent au sein du gouvernement) dans un but précis. Ce groupe dirigeant très influent au sein du gouvernement des États-Unis a utilisé (1) des équipes de démolition contrôlée pour commettre le crime abominable du 11 septembre 2001, tuant presque 3 000 personnes. (2) Les médias, totalement contrôlés par la bourgeoisie et son État, pour diffuser, aux États-Unis et dans le monde, une version fautive des événements.

La version officielle a été diffusée immédiatement, «at nauseam», dans tous les médias du monde, avec des explications très élaborées et très précises, une version officielle qui n'a jamais plus changé. Le but visé par les auteurs des attentats est lui aussi évident : le crime a servi de prétexte pour déclencher : des invasions militaires du bloc impérialiste États-Unis-Union européenne-OTAN, selon une «feuille de route» constamment suivie par les stratégies politiques et militaires, pour l'instauration de l'hégémonie de ce bloc impérialiste sur tous les pays, projet qu'ont déjà

suivi les nazis d'Hitler au service des capitalistes-impérialistes allemands.

l'instauration d'un fascisme de type nouveau aux États-Unis et dans le monde :

La loi patriote et la National Defense Authorization Act), qui élimine la Constitution des États-Unis et donne des pouvoirs aux militaires sous la direction du président.

Les lois soi-disant antiterroristes adoptés par les pays de ce bloc (dont le Canada).

L'utilisation par la bourgeoisie de deux types de régimes, selon ses besoins :

- (1) la démocratie bourgeoise, dictature capitaliste voilée, accompagnée de droits démocratiques constitutionnels quand le peuple est facile à contrôler;
- (2) le fascisme, dictature capitaliste ouverte, sans aucun droits démocratique, quand il faut briser toute opposition aux projets de la bourgeoisie.

C'est le cas aujourd'hui des États-Unis : la bourgeoisie a décidé d'instaurer un système de répression pour briser toute opposition du prolétariat et du peuple étatsunien face aux projets monstrueux de l'État capitaliste étatsunien.

Nous soulignons la ressemblance des événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis par un groupe dirigeant très influent au sein du gouvernement avec l'incendie du Reichstag le 27 février 1933 par des nazis dirigés par Hitler. Le but est le même : le fascisme et la guerre impérialiste.

C- L'urgence pour les peuples et pour le prolétariat d'agir au niveau mondial :

- Pour les peuples du monde, de bâtir un front unique prolétarien contre la crise, le fascisme et la guerre, et
- Pour les communistes et l'avant-garde du prolétariat, de reconstruire un et un seul parti communiste dans chaque pays; et un et un seul Mouvement communiste international.



«Pourquoi je ne vote pas»

Un extrait du grand militant progressiste étatsunien W.E.B. Dubois

W.E.B. Dubois - «The Nation», 20 oct. 1956
<http://www.hartford-hwp.com/archives/45a/298.html>
Traduction : «L'Étoile du Nord»



«Je crois que la démocratie aux États-Unis a disparu à un tel point qu'on ne peut plus dire qu'il existe deux mauvais partis politiques. En fait, il n'y en a qu'un seul, qui se présente sous deux noms, qui sera élu quoique je puisse faire ou dire. Il n'y a pas de troisième parti.

Dans certains États (17 en 1952), le bulletin de vote pour les élections présidentielles comprendra le nom d'un parti "socialiste". Mais rares sont les personnes qui pourront entendre son appel, car ses chances de prendre part à la campagne et d'expliquer sa plate-forme seront presque nulles.

Si un électeur organisait ou faisait campagne pour un véritable troisième mouvement, il risquerait de se faire accuser de vouloir renverser le gouvernement par «la force et la violence».

Toute mesure qu'il proposerait en vue d'une réforme qui serait vraiment valable serait taxée de «communiste», et en fait, devrait obligatoirement être communiste si cette personne décidait de défendre des points de programme tels que la propriété publique des moyens de production, l'intervention du gouvernement dans les affaires, la limitation du profit privé, la médecine sociale, l'aide fédérale au logement et à l'éducation, l'abolition totale des préjugés raciaux et l'État-providence.

Ces points se retrouvent dans tous les programmes communistes, ils constituent le but du socialisme. Aujourd'hui, tout citoyen des États-Unis qui défendrait ces points, peu importe son degré de sincérité, risquerait de perdre son emploi et son statut social et de se retrouver en prison.

Au tribunal, les témoins qui l'accuseraient, pourraient être des menteurs, des fous ou des criminels, ils n'auraient à présenter aucune preuve de ce qu'ils déclareraient, ils n'auraient pas à s'identifier, ou à comparaître au tribunal pour faire leur déclaration, et pourraient être à la solde du gouvernement des États-Unis.

Les organisations ADA* et les libéraux ne sont pas des troisièmes partis. Elles essaient d'agir comme des queues de cerfs-volants, mais les cerfs-volants sont autopropulsés et dirigés, et les queues sont donc tout à fait superflues et plutôt ridicules.

L'administration entreprend les plus grands préparatifs de guerre de l'histoire de l'humanité. Stevenson promet de poursuivre ou d'accroître les efforts dans ce sens.

Le poids du budget militaire sur notre fiscalité est insupportable, et il repose essentiellement et délibérément sur les pauvres. Cette administration est dominée et dirigée par les secteurs riches et en fonction de l'accumulation de la richesse. Elle fonctionne harmonieusement comme une machine bien huilée, comme une industrie bien organisée, parce que c'est l'industrie qui la dirige pour son profit.

Les entreprises font des profits comme jamais auparavant dans l'histoire. Nous transformons les ressources nationales en profits privés, mais il ne reste que peu de fonds pour l'éducation, la santé ou logement. Dans notre pays, la criminalité, particulièrement celle des jeunes, augmente. Cela est tout à fait logique car nous avons, au cours d'une génération, enseigné à nos jeunes à tuer, à détruire, à voler et à violer dans le cadre de la guerre.

Que pouvons-nous attendre d'eux en période de paix? Nous laissons des hommes prendre la richesse qui n'est pas la leur.

Lorsque l'accaparement de la richesse est "légal", nous l'appelons «profits élevés», et ce sont les profiteurs qui aident à définir ce qui est légal et ce qui ne l'est pas. Lorsque le vol est considéré «illégal», le voleur peut se battre devant les tribunaux, et il aura d'excellentes chances de gagner s'il reçoit l'appui des journaux de droite (...)

L'"autre" parti a éliminé toutes les différences pouvant exister entre les deux partis en ce qui concerne les affaires étrangères, car les affaires étrangères sont nos plus importantes affaires aujourd'hui et prennent la plupart de nos impôts (...)

Qu'est-ce que l'administration fait en faveur des travailleurs noirs, groupe le plus pauvre du peuple, dont la moitié reçoit moins de la moitié du salaire médian du peuple, alors que le pays envoie à l'étranger des milliards de dollars pour protéger les investissements pétroliers et aider à engager du travail esclave en Afrique du Sud et en Rhodésie? (...)

Je n'ai de conseils à donner à personne en ce qui concerne ces élections. Voteriez-vous pour le Parti démocrate? D'accord! Tout ce que je demande, c'est pourquoi? Voteriez-vous pour Eisenhower et son équipe efficace de brillants écrivains qui rédigent ses discours? Une fois de plus je demande pourquoi? Est-ce que votre vote pourra, d'une façon ou d'une autre, appuyer ou restaurer la démocratie aux États-Unis?

Le refus de voter à ces élections bidon est-il motivé par le désespoir?

Non, ce refus est motivé par un espoir tenace, l'espoir que si vingt-cinq millions d'électeurs s'abstiennent de voter en 1956 de leur propre accord et non en raison d'un signe de Khrouchtchev, le peuple étatsunien pourrait se demander combien de temps cette farce stupide pourra continuer sans le moindre signe de protestation.

Mais si nous protestons, on accuse la population de se mettre du côté de la Russie ou de la Chine. Cinquante-cinq pasteurs et philanthropes des États-Unis ont demandé à l'Union soviétique de «répondre avec courage aux doutes et aux questions de leur conscience».

Ces bonnes âmes répondent-elles aux questions de leur propre conscience? Ne voient-elles pas que la culture étatsunienne est en train de pourrir : notre honnêteté, notre sympathie pour les êtres humains, notre production littéraire, à part les livres que nous importons de l'étranger? Notre seule "revue" sur la littérature a sagement supprimé le mot «littéraire» de son nom.

Notre moralité a disparu et la seule chose que nous voulons, c'est d'être riche et de le montrer. Le succès est mesuré d'après le revenu. L'enseignement universitaire a pour objectif le revenu et non la culture, et est partiellement pris en charge par le secteur privé. Nous ne formons pas des poètes ou musiciens mais des ingénieurs atomiques.

L'entreprise se bâtit sur le mensonge couronné de succès, que l'on nomme la publicité. Nous voulons de grandes quantités d'argent, peu importe la manière selon laquelle nous les obtenons.

Alors, nous en avons beaucoup, et alors?

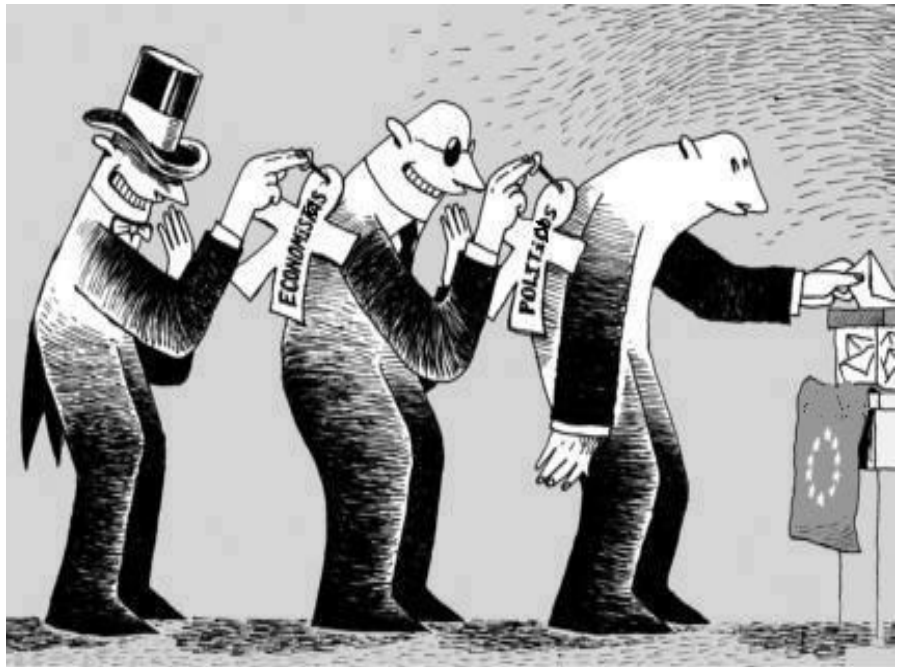
Est-ce que la réponse c'est les élections (...)? Je n'y participerai pas, et mon abstention ne changera pas grand-chose.

Vous y prendrez part de façon importante et vous marcherez bravement aux urnes, mais cela non plus ne changera pas grand-chose. Cessez de parler de la Russie et de donner des conseils à la Chine puisque nous ne savons pas nous conduire de façon décente. Cessez de hurler au sujet d'une démocratie que nous n'avons pas.

La démocratie est morte aux États-Unis. Pourtant, il n'y a toujours rien pour remplacer la véritable démocratie.

Laissez tomber les chaînes qui lient nos cerveaux. Chassez les changeurs d'argent des sièges du Cabinet et des salles du Congrès.

Revenons même vaguement aux idées de Jefferson et de



Capitalistes-économistes- politiciens- électeurs les maillons de la chaîne électoral qui nous domine

Lincoln, et quand nous pourrons à nouveau avoir des élections justes portant sur les vrais problèmes, nous voterons, mais nous ne le ferons pas avant cela. Est-ce impossible? Si c'est impossible, alors la démocratie aux États-Unis est impossible.

*** ADA (Americans for Democratic Action) : organisation fondée, entre autres, par Galbraith, Eleanor Roosevelt, Schlesinger, qui a appuyé plusieurs mouvements progressistes importants (pour les droits civils et des femmes et contre les guerres contre le Vietnam et l'Irak) et dénoncé le communisme et l'URSS.**

Chronologie de William Edward Burghardt Du Bois - (1868 - 1963)



Sociologue, éditeur, poète afro-étatsunien, fondateur et militant de l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur (National Association for the Advancement of Colored People - NAACP), militant de la reconnaissance des droits civiques des Noirs aux États-Unis et, à la fin de sa vie, communiste.

23 février 1868 - Né à Great Barrington (Massachusetts) de père d'origine haïtienne. Jeune, il vit avec sa mère dans la pauvreté. Il étudie à l'Université Fisk de Nashville (Tennessee)

1888 - Il entre à l'université Harvard

1892 - Il entre à l'Université Humboldt de Berlin. Il voyage à travers l'Europe et côtoie les meilleurs sociologues et économistes allemands de l'époque, comme Gustav von Schmoller. Il revient aux États-Unis

1895 - Il est le premier noir diplômé d'un doctorat de philosophie de l'université Harvard

Après ses études à Harvard et à Berlin, il enseigne à la Wilberforce University dans l'Ohio, puis à l'Université de Pennsylvanie, avant de se fixer au département de sociologie de l'Université d'Atlanta.

Du Bois a écrit trois autobiographies, ainsi que plusieurs romans, notamment «The Dark Princess».

1896 - Son livre «The Philadelphia Negro» est publié. C'est l'un des premiers ouvrages sociologiques américains.

1900-1950 - Militant de la cause afro-américaine

Pendant toute la première moitié du XXe siècle, W.E.B. Du Bois est l'un des principaux intellectuels et militants noirs américains. On lui attribuera le titre de «père du panafricanisme».

1903 - Son œuvre la plus marquante, «The Souls of Black Folk» (Les Âmes du peuple noir) est publiée. Elle provoque une vive lutte contre les leaders opportunistes de l'intelligentsia noire comme Booker T. Washington.

1905 - Il prend part au «Niagara Mouvement» avec William Monroe Trotter : une trentaine de noirs américains se réunissent au Canada pour discuter de la ségrégation et des moyens pour y mettre fin; mais les deux hommes finirent par s'éloigner l'un de l'autre à cause de leur désaccord sur la participation des blancs dans la défense des droits civiques.

1906 - En août, il participe à une autre réunion à Harpers Ferry, sur le campus du Storer College.

1909 - Son essai «John Brown» est publié.

Février 1909 - Il contribue à la création de la «National

Association for the Advancement of Colored People» (NAACP), organisation chargée de défendre les droits des minorités aux États-Unis.

1909 - Du Bois et les leaders de la NAACP critiquent Washington T. Booker, éducateur, auteur, orateur et conseiller de plusieurs présidents républicains (T. Roosevelt et Taft) de ne pas lutter mais de coopérer avec le système établi.

1910 - Du Bois abandonne son poste d'enseignant à l'Université d'Atlanta pour se consacrer pleinement aux activités de la NAACP. Il écrit plusieurs articles dans différents journaux de la communauté noire (Chicago Defender, Pittsburgh Courier, New York Amsterdam News); il travailla également pour le San Francisco Chronicle.

1910-1934 - Il occupe pendant 25 ans le poste d'éditeur en chef de l'organe officiel de la NAACP, «The Crisis», luttant contre la discrimination raciale et le conservatisme politique.

Il publie des auteurs de la «Harlem Renaissance» tels que Langston Hughes et Jean Toomer.

1915 - Son livre The Negro influence les travaux de Dru-silla Dunjee Houston et William Leo Hansberry.

1934 - Il reprend sa chaire d'enseignant à l'Université d'Atlanta.

1935 - Son essai «Black Reconstruction» montre le rôle central des Afro-Américains dans la guerre de Sécession et la période de reconstruction.

1939 - Son essai «Black Folk, Then and Now».

À partir des années 1940, il affiche sa sympathie croissante pour les thèses communistes, ce qui lui vaut d'être surveillé par le FBI.

1950 - Il se présente aux élections sénatoriales pour représenter l'American Labor Party et reçoit 4 % des votes.

Le 16 mars 1953, à la mort de Staline, il déclare dans le «National Guardian» que «Joseph Staline fut un grand homme; peu d'autres personnalités du XXe siècle ont également sa stature».

1956 - Il publie l'article «Pourquoi je ne vote pas» dans «The Nation»;

1959 - Il reçoit le Prix Lénine pour la paix.

Il visite la République populaire de Chine pendant le Grand Bond en avant (1958-1960).

1961 - À l'âge de 93 ans, il adhère officiellement au Parti communiste des États-Unis d'Amérique.

Il émigre au Ghana et prend la nationalité de ce pays.

1963 - William Edward Burghardt Du Bois meurt à Accra, Ghana, le 27 août 1963.

Le lendemain de son décès, alors que se déroule la «Marche sur Washington», les militants du mouvement des droits civiques réunis dans la capitale étatsunienne observent un moment de silence en sa mémoire.



Congrès canadien pour la paix

125 Brandon Avenue, Toronto, ON M6H 2E2

canadianpeacecongress.ca

Cessez l'agression contre la Syrie! Cessez l'escalade de la guerre contre l'Iran!

Le gouvernement canadien est sollicité d'agir en faveur de la paix et non de la guerre

Le Congrès canadien pour la Paix dénonce l'intervention étrangère actuelle menée contre la Syrie, ainsi que l'escalade de la guerre qui se prépare contre l'Iran, et exige le retrait immédiat de toutes les forces armées du Canada, de l'OTAN et de mercenaires étrangers se trouvant dans la région. Nous exigeons également du gouvernement conservateur de Stephen Harper qu'il rétablisse et normalise les relations diplomatiques du Canada avec la Syrie et l'Iran, et réoriente la politique étrangère canadienne vers la paix, la coopération internationale et la solidarité.

La décision du gouvernement Harper d'adopter une politique internationale de belligérance, et cela sans avoir consulté le Parlement, est une preuve que l'orientation de la politique étrangère et de la diplomatie est passée de la paix à l'ingérence agressive et hostile dans les affaires intérieures de pays souverains. La Syrie et l'Iran sont des États membres de l'Organisation des Nations Unies, qui n'ont manifesté aucune attitude hostile contre le Canada ou son peuple. Le premier ministre Harper contribue activement à accroître les dangers de guerre en adoptant des politiques hostiles, qui vont à l'encontre de l'appui de longue date à la paix que donne le peuple canadien.

Le gouvernement du Canada s'est allié à une minorité de gouvernements occidentaux, qui, de concert avec les forces pro-guerre d'Israël et avec quelques régimes arabes réactionnaires, cherchent de nouveaux prétextes d'intervention et de guerre. Les objectifs invoqués sont, notamment, la protection des droits de la personne et la prévention de la présumée prolifération d'armes de destruction massive. Or ces objectifs ne peuvent être atteints par la rupture des relations diplomatiques, le décret de sanctions économiques, l'armement de mercenaires étrangers, l'organisation de fausses campagnes internationales visant un changement de régime ou l'installation de gouvernements fantoches favorables aux objectifs stratégiques de la plus grande puissance occidentale.

Les interventions étrangères, les sanctions et les agressions militaires ne font qu'affaiblir les droits de la personne et les droits démocratiques des peuples syrien et iranien et diminuent la capacité de ces peuples de développer et d'améliorer leurs sociétés.

L'année dernière, l'intervention de l'OTAN en Libye, au cours de laquelle les forces armées canadiennes ont bombardé le territoire libyen, a eu des conséquences désastreuses pour le peuple de la Libye, qui est maintenant plongé dans une guerre de factions. Ces faits, en plus des conséquences catastrophiques de l'occupation militaire de l'Irak, entre autres la mort de plus d'un million d'Irakiens, indiquent clairement que la principale victime de toute guerre est la population civile.

Comme dans le cas de la Libye l'an dernier, la volonté d'intervenir en Syrie et en Iran est motivée par les intérêts stratégiques et économiques des puissances impérialistes. Ces pays - dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, les pays de l'Union européenne et le Canada - choisissent l'option du militarisme et de la guerre pour étendre leur sphère d'influence et de contrôle sur les ressources et les marchés. Le résultat est la destruction, le déplacement et le désespoir des peuples des pays en voie de développement qui sont ciblés. **Loin de résoudre les conflits, ces politiques d'ingérence ne font qu'aggraver les crises actuelles et qu'accroître les dangers qui menacent la paix mondiale.**

Les forces pro-guerre, pour désinformer et confondre, se sont servies de nombreuses questions complexes faisant partie de la situation existant en Iran et en Syrie. La menace pour la paix au Moyen-Orient ne vient pas de pays qui veulent exercer leur droit souverain de développer une industrie de l'énergie nucléaire pour construire leur économie, ou de pays qui s'opposent aux efforts occidentaux de recoloniser le Moyen-Orient et de contrôler ses vastes ressources énergétiques par le Nouveau plan pour le Moyen-Orient. La menace concrète pour la paix vient plutôt des armes conventionnelles et nucléaires dont disposent les États-Unis, leurs alliés de l'OTAN et Israël et que ceux-ci brandissent sans cesse pour déstabiliser la région, ainsi que de la diabolisation des gouvernements qui s'opposent aux plans impérialistes, utilisée pour justifier l'ingérence et la guerre.

Le Congrès canadien pour la Paix affirme que la direction du développement économique, politique et social d'un pays est le droit exclusif du peuple de ce pays et doit être déterminée sans ingérence étrangère.

Nous considérons que ce principe est juste pour le peuple du Canada, et qu'il est également juste pour les peuples de la Syrie et de l'Iran. Nous sommes totalement opposés à toute intervention étrangère politique ou militaire sous aucun prétexte. Cela comprend les efforts visant l'ingérence et le détournement des mouvements démocratiques authentiques locaux.

Au cours de ces deux crises, le gouvernement canadien a joué un rôle honteux. Sous les conservateurs de Stephen Harper, la réputation du Canada a changé : abandonnant une position indépendante en matière de relations internationales, il a adopté l'attitude d'un État membre de l'OTAN, agresseur et vociférant. Sous tous leurs aspects - politico-diplomatiques, économiques et militaires - les politiques récentes du Canada envers la Syrie et l'Iran ont été orientées vers trois objectifs :

1. Isoler et neutraliser les sources d'informations qui entrent en conflit avec les objectifs impérialistes, en coupant les communications avec les gouvernements et les peuples de la Syrie et de l'Iran;
2. Accroître les souffrances des personnes et soulever des sentiments contre les gouvernements, en imposant des sanctions économiques qui ciblent particulièrement les industries produisant de l'énergie pour la consommation locale;
3. Accroître la menace militaire active dans la région, en déployant des navires de guerre et autres ressources militaires dans la région.

Tous ces objectifs ont pour but général direct la réalisation d'un changement de régime pro-occidental en Syrie et en Iran. Le gouvernement Harper a ainsi mené une campagne internationale agressive pour convaincre d'autres pays à assumer des politiques similaires contre ces deux pays.

Dans le cas de la Syrie, les conservateurs ont également mené une campagne agressive pour créer et promouvoir un mouvement d'opposition politique au gouvernement. En novembre 2011, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a reçu un rapport selon lequel «pratiquement personne [en Syrie] ne fait appel à une intervention militaire internationale» et selon lequel la Syrie n'avait pas d'«opposition clairement identifiable ayant des ambitions politiques précises». Or juste avant que ce rapport, le ministre des Affaires étrangères du Canada John Baird, avait rencontré le Conseil national syrien et avait affirmé que ce dernier constituait l'opposition légitime ayant «constamment souligné sa volonté de changement».

On ne voit pas clairement comment Baird a pu affirmer l'existence d'une opposition organisée et «légitime» alors que l'OTAN n'était pas en mesure de le faire, et a pu suggérer que le Conseil national syrien est autre chose qu'un simple gouvernement fantoche pro-occidental en attente, créé par les forces impérialistes.

De plus on estime que le Canada a contribué à l'armement de 40 à 60 mille mercenaires étrangers pour combattre à l'intérieur de la Syrie. Ces mercenaires constituent l'épine dorsale de l'Armée syrienne libre et leur nombre indique le degré d'intervention armée étrangère déjà en cours en Syrie. **Le taux de participation aux récentes élections en Syrie a été plus élevé que celui du Canada, et un certain nombre de candidats indépendants et opposés au gouvernement ont été élus et inclus dans le cabinet. Le peuple syrien s'est exprimé, mais le Canada et d'autres forces interventionnistes continuent de choisir des partis dans une affaire interne.**

Dans le cas de l'Iran, la course frénétique vers la guerre a caché certains faits importants aux yeux du public :

1. L'Iran est un État non nucléaire, signataire du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), placé sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de l'Organisation des Nations Unies. L'Iran a déclaré à plusieurs reprises que son programme nucléaire a des fins pacifiques et non des fins militaires. En fait ni l'AIEA ni l'administration américaine n'ont pu mettre en évidence la moindre preuve étayée d'une militarisation du programme nucléaire iranien. Le secrétaire d'État américain à la Défense, Leon Panetta, a reconnu publiquement qu'«il n'existe aucune preuve indiquant que l'Iran dispose d'une arme nucléaire».

2-Israël est un État doté d'armes nucléaires, qui, selon les évaluations, dispose de 200 à 400 ogives nucléaires. Israël a refusé d'adhérer au TNP, et ses activités nucléaires ne sont soumises à aucune supervision de l'ONU. Israël a déjà attaqué des États voisins à titre préventif et a menacé plusieurs fois d'attaquer militairement l'Iran.



3-Les États-Unis sont un État doté d'armes nucléaires, qui dispose de plus de 10 000 ogives nucléaires, et qui n'a jamais permis l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA. Les États-Unis ont utilisé des armes nucléaires contre d'autres pays, quand ils ont fait exploser deux bombes atomiques sur le Japon et quand ils ont utilisé des armes contenant de l'uranium enrichi en Irak.

Les États-Unis ont également, à plusieurs reprises, menacé l'Iran d'une attaque militaire, nucléaire et ont actuellement des forces équipées d'armes nucléaires stationnées dans la région. Le Congrès canadien pour la Paix appuie la Journée de protestation contre la guerre, qui aura lieu le 6 octobre, lancée par l'Alliance canadienne pour la Paix. Après plus d'une année de conflit et d'interventions étrangères violentes, des milliers de Syriennes/iens ont trouvé la mort. Si l'on permet à des gouvernements comme celui du Canada de poursuivre leurs politiques actuelles d'agression, d'ingérence et de colonisation, des milliers d'autres personnes vont mourir. **Tous les groupes d'appui à la paix du Canada - y compris les syndicats, les communautés religieuses et les groupes d'étudiantes/iants - doivent s'exprimer et se mobiliser contre l'intervention en Syrie et de l'Iran et contre la menace d'une guerre beaucoup plus étendue dans la région**

Le Congrès canadien pour la Paix exige du gouvernement canadien :

- ◆ de procéder au retrait immédiat des forces militaires canadiennes de la région et de s'opposer à toute interventions militaires en Syrie et en Iran sous quel prétexte que ce soit;
- ◆ de rétablir les relations diplomatiques avec la Syrie et l'Iran, de lever les sanctions et d'appuyer les initiatives de paix des États et des organisations qui défendent un cessez le feu et la fin négociée de la guerre;
- ◆ de se retirer de l'OTAN, dont la politique consiste à utiliser d'abord la frappe nucléaire et, complémentaiement, les systèmes de missiles balistiques mer-sol ainsi que toutes les autres alliances militaires;
- ◆ de promouvoir le désarmement nucléaire complet, en commençant par les arsenaux nucléaires des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN;
- ◆ d'adopter une nouvelle politique étrangère canadienne, indépendante, basée sur la paix, la non-intervention et la diplomatie en matière de relations internationales.

Congrès canadien pour la Paix – Conseil exécutif
30 September 2012

L'élimination des libertés civiles : le Canada accroît l'infrastructure de la torture

Traduction par «L'Étoile du Nord» d'un extrait de l'article «Taking Liberties: Canada's growing torture infrastructure», de Matthew Behrens*, 21 septembre 2012

** écrivain indépendant et défenseur de la justice sociale, coordonne le «Homes not Bombs Non-Violent Direct Action Network (Réseau d'action non-violente directe «des maisons, pas des bombes»).* Il travaille depuis des années sur les objectifs du Canada et des États-Unis en matière de profilage de sécurité nationale"- Liste d'envois de TASC : TASC@list.web.net - <http://list.web.net/lists/listinfo/tasc> - tasc@web.ca - info@rightsaction.org

«Il est surprenant de voir à quel point des États qui se proclament "démocratiques" s'impliquent toujours plus dans l'utilisation de la torture, comme s'il s'agissait de l'une pratique des plus naturelles au monde.

Cela se constate par la manière dont les agences de l'État canadien - de celles qui emploient des espions à celles qui nomment des juges - ont ouvert et maintiennent fermement ouverte la porte aux justifications de la complicité avec la pratique de la torture, que le droit canadien et que le droit international interdit purement et simplement. Avant considérer cet article absurde et de le rejeter, il convient de considérer les faits suivants :

- (1) deux enquêtes fédérales sur la torture d'Abdullah Al-malki, Maher Arar, Ahmad El Maati et Muayyed Nu-reddin ont révélé un degré élevé de sinistre complicité du Canada dans ces cas de tortures;
- (2) ces deux enquêtes fédérales n'ont pas déterminé de responsable et n'ont conduit à aucun changement du système;
- (3) (des documents accablants révèlent le fait que les autorités canadiennes étaient au courant et sont coupables de participation dans le cas d'arrestation et de déportation vers la torture de Benamar Benatta et d'Abousfian Abdelrazik.

Entretemps, la Cour fédérale reconnaît la validité des mémos secrets du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) montrant que les procès relatifs aux «certificats de sécurité» reposaient en grande partie sur des informations obtenues sous la torture, mais elle continue de tenir des audiences qui pourraient entraîner des déportations vers la torture.

Cette dernière possibilité est permise par la Décision de la Cour suprême du Canada de 2002, qui laisse ouverte la possibilité d'une telle participation complice des services canadiens dans la torture dans des «circonstances exceptionnelles». 2002 Supreme Court of Canada decision (<http://scc.lexum.org/en/2002/2002scc1/2002scc1.html>) (...)

Révisionnisme

par George Greene

New York, juin 2012

Comité pour l'organisation du Parti communiste ouvrier des États-Unis
(Traduction A.A.)

L'Étoile du Nord a traduit et publie ci-dessous en français le texte du camarade George Greene. Il traite du révisionnisme aux États-Unis et de la nécessité de reconstruire de Parti communiste des États-Unis. En 1943, ce grand parti marxiste-léniniste a sombré dans le révisionnisme, sous la direction du révisionniste Earl Browder, qui a appliqué, de façon opportuniste, la tactique du Front uni contre le fascisme et la guerre de la 3ème Internationale (1935). Ce texte est l'un des quatre documents de la brochure publiée à l'occasion de la conférence «Le marxisme-léninisme est toujours aussi pertinent aujourd'hui», organisée à New York, en juin 2012, par l'«Organizing Committee for a Workers Communist Party, U.S.A.» N'hésitez pas à envoyer vos commentaires, vos critiques, vos questions au Comité, dont l'adresse est : wcpusa@hotmail.com

Qu'est-ce que le révisionnisme? C'est l'abandon des principes du marxisme-léninisme par un parti socialiste ou par un pays. Avec la chute temporaire du socialisme en Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est, et l'abandon des principes m.-l. par le Parti communiste chinois, il est nécessaire de revoir ce sujet en profondeur. (Ne vous attendez pas à ce que ce bref exposé réponde à toutes vos questions.)

L'un des principes cardinaux du socialisme, c'est la dictature du prolétariat. Certaines organisations de gauche évitent carrément de traiter de cette question scientifique en raison de la dure résonance qu'a le mot "dictature". Or toutes les sociétés de classe ou

d'une autre. Aujourd'hui, les États-Unis, malgré certaines formes qui persistent, constituent une dictature de la classe capitaliste. Cela signifie que les capitalistes utilisent les pouvoirs de l'État pour réprimer les travailleuses/eurs et leurs alliées/és. Regardez comment les flics et les tribunaux sont utilisés pour réprimer les grèves, comment les flics sont utilisés pour réprimer les manifestations de protestation comme celles du mouvement «Occupy Wall Street». L'armée a plusieurs fois été appelée à réprimer des révoltes des Afro-étatsuniens. Regardez comment la soi-disant «guerre contre le terrorisme» est utilisée contre les musulmans, contre les partisans des mouvements de libération nationale en Colombie et en Palestine. Voyez comment ce qui reste de nos droits démocratiques nous sont arrachés au moyen du «Patriot Act» de Bush et de la Loi d'autorisation de la défense nationale (NDAA) d'Obama. C'est cela la dictature de la bourgeoisie, de la classe capitaliste en action.

Inversement, le socialisme est la dictature du prolétariat, de la classe ouvrière. Contrairement aux anarchistes, même les mieux intentionnés d'entre eux, nous savons que la révolution socialiste ne peut pas établir immédiatement une société de paix et d'harmonie pour toutes et tous. Une société socialiste aurait à établir ses propres forces armées, son propre pouvoir d'État pour défendre la nouvelle société des travailleuses/eurs.

C'est ce que l'Union soviétique a fait quand elle a constitué l'Armée rouge des ouvriers et des paysans pour vaincre les capitalistes et les propriétaires fonciers réactionnaires, ainsi que les 14 puissances capitalistes, entre autres les États-Unis (et le Canada - «L'É.d.N.»), qui ont mené l'intervention impérialiste alors que la guerre civile faisait rage. C'est ce que l'Union soviétique a fait pour défendre la nouvelle industrie socialiste contre le sabotage et pour mener à bien

la collectivisation de l'agriculture contre les paysans riches, les koulaks. C'était le pouvoir d'État des travailleuses/eurs qui a brisé le dos de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ce n'est pas par hasard qu'après la mort de Staline, Khrouchtchev, au Congrès du Parti soviétique, en 1956, a simultanément attaqué Staline et annoncé que la dictature du prolétariat n'était plus nécessaire en Union soviétique et que le pays était désormais un "État du peuple tout entier". Ces déclarations avaient été le signal, à la fois pour les impérialistes de l'étranger et pour les élé-



Nixon et Khrouchtchev

ments pro-capitalistes locaux, que le pays était en train de renverser son cours socialiste. Peu avant cela, la nouvelle direction de l'Union soviétique avait changé d'indicateur principal de la performance des usines et des industries : au lieu de mesurer la production visant à répondre aux besoins matériels et culturels, en constante augmentation, de la population, le nouvel indicateur principal mesurait les profits que celles-ci réalisaient.

C'est ainsi que l'on avait introduit le principe de «socialisme de marché» et la production marchande. Je ne m'attarderai pas davantage sur cette question car nous republierons des textes à ce sujet. mis de l'avant la question du socialisme aux États-Unis.

Le révisionnisme constitue également un problème pour les partis communistes qui ne sont pas au pouvoir. Prenez, par exemple, le cas du Parti communiste des États-Unis. Ce parti, quand c'était un parti révolutionnaire, avait.

Il avait joué un important rôle révolutionnaire au sein des mouvements de la classe ouvrière et des nationalités opprimées : témoin les grèves ouvrières de Gastonia, Caroline du Nord, en 1929, la construction de la fédération syndicale C.I.O. dans les usines automobiles, d'acier et de caoutchouc pendant les années 1930, la lutte pour sauver les jeunes de Scottsboro, l'organisation du Syndicat des métayers, l'envoi des volontaires des Brigades internationales d'Espagne, le soutien à l'Éthiopie contre l'invasion fasciste italienne, la lutte contre les expulsions de locataires de Harlem au Bronx, en autres. Au cours de ces combats, le Parti communiste avait, la plupart du temps, essayé de lier les luttes quotidiennes et la nécessité du socialisme.

Mais le PC a succombé au révisionnisme, pas une fois, mais deux. La première fois, au cours de la Seconde Guerre mondiale, sous la direction de son secrétaire général, Earl Browder, le PC avait adopté le point de vue selon lequel la ligne d'unité, nécessaire, temporaire et tactique, qui avait été établie avec la bourgeoisie pour combattre les puissances fascistes, conduirait à une longue période de paix avec le capital monopoliste après la guerre. En 1944, Browder était allé jusqu'à dissoudre le Parti et à créer une "association politique communiste." Le PC avait été rétabli en tant qu'organisation en 1945, avec l'aide de communistes au niveau international et de révolutionnaires au sein de l'organisation.

Mais il allait très rapidement succomber à nouveau, et cette fois pour de bon, au cours des années 1950, après que les révisionnistes eurent pris le contrôle de la direction du PC des États-Unis, après la mort de Staline. Pendant des décennies, les révisionnistes ont abandonné l'objectif du socialisme, qui, au mieux, consistait à promettre un avenir radieux pour plus tard (la "tarte dans le ciel" dont parlait le révolutionnaire Joe Hill), vœux pieux sans aucune conséquence pratique pour les luttes immédiates. Ils ont surtout travaillé à maintenir la classe ouvrière liée au Parti démocrate et aux bureaucrates syndi-

caux. Aujourd'hui, les ultra-révisionnistes placés à la direction veulent liquider ce dernier, qui n'est plus qu'une coquille vide. Ils veulent même laisser tomber le nom de «communiste». Ce fait a secoué de leur léthargie certaines des forces progressistes qui sont encore dans le PC et qui, une fois de plus, reprennent la lutte pour défendre le marxisme-léninisme.

Pour comprendre certaines des causes de la montée du révisionnisme, d'une part aux États-Unis et d'autre part en Union soviétique et en Europe, il faut regarder la situation objective de cette époque.

Dans les années qui ont immédiatement suivi la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une vague massive de



Fusillade de Kent State University - Le 4 mai 1970, la Garde nationale a tiré 67 fois en 13 secondes sur des étudiants qui manifestaient de manière pacifique contre l'intervention des États-Unis au Cambodge. Il y eut 4 tués, 9 blessés dont un paralysé à vie. Quatre millions d'étudiants fermèrent des centaines d'universités et d'écoles. L'opinion publique s'opposa davantage à la guerre du Viêt-Nam.

grèves ouvrières et de grèves générales dans plusieurs villes, par lesquelles les travailleuses/eurs essayaient de rattraper les écarts de revenus dus à la stagnation des salaires réels au cours de la guerre. Mais la bourgeoisie étatsunienne, désormais aux commandes de la première puissance impérialiste, avait besoin d'une paix sociale à l'intérieur du pays pendant qu'elle se battait pour préserver et étendre son empire à l'étranger.

Elle avait, dans ce but, mené une politique à deux volets. Le plus connu de ces volets avait été la répression maccarthyste, en particulier contre le Parti communiste et contre les syndicats militants qui refusaient de purger leurs rangs des communistes et des autres militants de gauche.

L'autre volet avait été la politique de corruption menée par la classe dirigeante, qui consistait, surtout par l'intermédiaire des bureaucrates syndicaux, à garantir des prêts pour la construction par les syndicats d'habitations à

loyer modiques, et à fournir aux anciens combattants, par le «GI Bill» (Loi d'aide aux soldats), à des taux d'intérêts très bas, des hypothèques et des prêts leur permettant de

Les États-Unis, qui étaient en train d'absorber la plupart des empires de ses anciens rivaux (Allemagne, Italie et Japon) et de ses "alliés" (Grande-Bretagne et France), pouvaient utiliser une petite partie des superprofits qu'ils obtenaient de la surexploitation des peuples coloniaux à cette fin. Lors de la guerre des États-Unis contre la Corée, commencée en 1950, les protestations contre cette guerre avaient été relativement faibles. Au niveau international, les États-Unis avaient adopté une politique similaire, au moyen du Plan Marshall, qui visait à lier les pays capitalistes de l'Europe occidentale aux États-Unis en les transformant en leurs subordonnés. Mais le plan essayait également d'attirer les pays d'Europe orientale et même l'Union soviétique à devenir conciliants avec l'impérialisme américain. Dès 1925, Staline avait déclaré : «(...) il faut comprendre que le danger du nationalisme augmente avec l'augmentation de l'influence bourgeoise sur le Parti dans le domaine de la politique étrangère, dans le domaine de la lutte que les États capitalistes mènent contre l'État de la dictature du prolétariat.

Il ne fait guère de doute que la pression des États capitalistes sur notre État est énorme, que les personnes qui manipulent notre politique étrangère ne parviennent pas toujours à résister à cette pression, que le danger de complications engendre souvent la tentation de prendre le chemin de moindre résistance, la voie du nationalisme (...) et que le chemin de moindre résistance et du nationalisme en politique étrangère est la voie de l'isolement et de la décomposition du premier pays qui a remporté la victoire.» («Questions et réponses», Œuvres de Staline, Vol. 7.) Tito, en Yougoslavie, s'était rangé du côté de l'impérialisme.

Mais il semble que les polémiques contre le titisme se sont avérées insuf-

fisantes, puisque, peu après la mort de Staline, l'Union soviétique et tous les pays de l'Europe de l'Est, sauf l'Albanie, ont défendu Tito et présenté des excuses pour leurs anciennes positions. (Une étude plus poussée est nécessaire sur cette question.)

Sans parti révolutionnaire, la lutte des classes a stagné, et les gains qui auraient été possibles n'ont pas été réalisés. Regardez le mouvement des droits civiques, qui avait produit des révolutionnaires tels que Malcolm X

constitués par l'avant-garde de la classe ouvrière, et la plupart d'entre eux ne comprennent même pas ce que cela signifie. Ils ne concentrent pas leur travail sur la classe ouvrière, et, la plupart du temps, ils ne comprennent pas la nécessité de le faire, et ne distinguent généralement pas la différence qu'il y a entre la lutte pour le socialisme et la «riposte» aux attaques de la bourgeoisie. Certains n'ont même pas de programme expliquant aux travailleuses/eurs ce qu'est le socialisme et



Militants du Black Panther Party, parti révolutionnaire afro-américain de libération nationale, formé en 1966 par Bobby Seale et Huey P. Newton

ou le mouvement du Pouvoir noir, et engendré des organisations révolutionnaires comme le Parti des panthères noires. Regardez le mouvement contre la guerre d'Indochine, en grande partie dirigé par des étudiantes/iants, le mouvement anti-guerre des ex-combattants, les mouvements des nations opprimées des années 1960 et 1970. Durant cette période, des tentatives pour former un nouveau parti antirévionniste avaient été faites mais avaient, en fin de compte, échoué. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de forces progressistes ou qu'il n'y a pas de partis jouant un rôle anti-impérialiste. Mais aucun d'entre eux ne peut vraiment être qualifié de marxiste -léniniste. Ce ne sont pas des partis

comment y accéder.

Nous devons comprendre la relation dialectique qui existe entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs. Que signifie le lien dialectique à établir? De toute la période qui s'étend de l'après-deuxième guerre mondiale à aujourd'hui, c'est la première fois que les conditions objectives de la révolution socialiste aux États-Unis sont en pleine maturation.

Le lent déclin de l'impérialisme étatsunien, qui a commencé à sa défaite en Indochine, s'accélère. Au cours des années 1960, les États-Unis pouvaient à la fois mener la guerre à l'étranger et entretenir la «Grande société» (Great Society) au pays. Mais cette période est depuis longtemps révolue.

Les États-Unis ne peuvent promettre que plus de guerres, la baisse des salaires, des saisies croissantes de maisons hypothéquées, un taux élevé de chômage

Il y a quelques années, lors d'un rassemblement à l'hôtel de ville, un membre du Syndicat des pompiers, l'un des secteurs les plus privilégiés de la classe ouvrière, avait déclaré «Nous avons fini par croire que nous vivions mieux que nos pères, et que nos enfants vivraient mieux que nous, mais cela n'est plus vrai». Il venait de se réveiller du "rêve étatsunien" et de découvrir les réalités du cauchemar capitaliste. À partir du début de la crise qui a commencé en 2008 et qui se poursuit, la prise de conscience se répand et s'approfondit.

Dans les années 1960 et 70, la classe ouvrière était, dans son ensemble, encore largement endormie. C'est pourquoi les luttes révolutionnaires héroïques d'alors étaient généralement menées par les nations opprimées et les minorités :

Afro-Américains, Chicanos/Mexicains, Portoricains, Chinois, Amérindiens, entre autres. Ces groupes, qui ont toujours constitué une partie importante de la classe ouvrière, constituent de nos jours, surtout dans une ville comme New York, la plus grande partie de la classe ouvrière. Et la classe, dans son ensemble, y compris les travailleurs blancs, est en train de se réveiller. Cette année, en effet, le 1er mai a été célébré de façon unifiée, réunissant des syndicalistes, des immigrants et des personnes d'autres secteurs.

Cela prouve que les États-Unis peuvent rattraper les pays d'Europe occidentale, qui ont au moins connu de grandes grèves générales, et où la classe ouvrière commence à reprendre la lutte pour le socialisme. C'est pour cela que nous pensons que le moment est venu de construire un véritable parti révolutionnaire, car le facteur subjectif se développe et, une fois de plus, cette étape cruciale est possible.

Nous savons qu'il existe d'autres groupes et d'autres personnes dans tout le pays qui comprennent également la nécessité de créer un nouveau parti. Nous considérons que cette conférence constitue une étape modeste mais importante de la lutte pour la construction d'un tel parti.

Dans la mesure où nous serons capables de développer nos groupes sur les plans politique, idéologique et organisationnel, où nous nous enracinerons dans la classe ouvrière et saurons combiner les luttes quotidiennes et la lutte pour le socialisme, nous réussirons à former un nouveau Parti communiste de la classe ouvrière aux États-Unis.

Pour la fondation des «Amis canadiens du peuple soviétique» (section Québec)

Pour la reconstruction de l'URSS et du socialisme!

Les 15 et 16 octobre, à Toronto, les participantes/ants à la mini-conférence du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique / Northstar Compass, ont décidé de fonder au Québec une section des Amis canadiens du peuple soviétique.

L'origine des associations d'amitié et de solidarité avec le peuple soviétique remonte à 1918, lorsque 14 puissances impérialistes, dont le Canada et les pays du Commonwealth, les États-Unis, la France, etc. ont organisé une intervention militaire conjointe contre la Russie soviétique, immédiatement après la Révolution d'Octobre 1917, dirigée par Lénine et le parti bolchevik. Le but de l'intervention militaire des 14 puissances, qui ont attaqué la Russie soviétique qui était plongée dans une terrible guerre civile était de détruire le socialisme dans l'œuf.

Au Canada, les premières associations «Hands Off Russia!» (Ne touchez pas à la Russie!) ont été créées vers 1919, dans plusieurs villes du Canada. Plus tard, les membres de ces associations ont contribué à la création du Parti communiste du Canada, en 1922.

Après la guerre civile russe et l'Intervention des 14 puissances impérialistes contre la Russie soviétique, les associations «Ne touchez pas à la Russie!» sont devenues des associations d'amitié Canada-URSS. Le 9, 10 et 11 septembre 2011, à Toronto, a eu lieu le 3^{ème} Congrès mondial du Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique / Northstar Compass, avec plus de 35 participants d'une dizaine de pays. Les membres ont décidé, entre autres, de consacrer plus d'efforts au travail de développement d'associations d'amitié et de solidarité avec le peuple soviétique dans le monde.

Au Canada, les membres créeront des associations dans les différentes provinces et une association québécoise d'amitié avec le peuple soviétique, tâche à laquelle nous nous consacrerons immédiatement. Nous invitons, par conséquent, les personnes et les associations qui désirent se joindre à nous à entrer en contact avec nous à : pueblo@sympatico.ca .

Le développement capitaliste de l'Inde, miracle du néolibéralisme?

Inde - La plus grande vague de suicides en masse de paysans pauvres de l'histoire

Extrait d'un article de P. Sainath dans «The Land, été 2011 - www.thelandmagazine.org.uk

«Le nombre d'agriculteurs qui se sont suicidés en Inde entre 1997 et 2007 a atteint le chiffre stupéfiant de 182 936 personnes. Près des deux tiers de ces suicides ont eu lieu dans cinq États (l'Inde en compte 28) - Maharashtra, Karnataka, Andhra Pradesh, Madhya Pradesh et Chhattisgarh. Dans ces États, où vit environ le tiers de la population du pays, ont eu lieu les deux tiers des suicides d'agriculteurs, et le taux de suicide des agricul-

teurs y est beaucoup plus élevé que celui des non-agriculteurs. Le nombre d'agriculteurs qui se suicident est en hausse alors que le nombre d'agriculteurs diminue. Entre 1991 et 2001, environ 8 millions de personnes ont abandonné les champs. Ces chiffres sur le suicide sont ceux des données officielles et ont tendance à être de grossières sous-estimations. Dans les

États d'où viennent ces statistiques, des milliers de personnes n'ont pas été comptées en raison de la définition donnée au terme «agriculteur» (...). Un exemple de cela est que les femmes agricultrices ne sont pas comptées, n'étant que les épouses des agriculteurs.

La vague de suicides d'agriculteurs, la plus grande de l'histoire. Elle est liée au "Meilleur des Mondes" que constitue le néolibéralisme qui se développe en l'Inde. Le taux de suicides d'agriculteurs s'est empiré particulièrement après 2001, lorsque l'Inde s'est engagée à fond dans la voie agricole préconisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Au cours des cinq années qui ont suivi 2001, un agriculteur en moyenne se suicidait à toutes les 30 minutes

Ceux qui se sont enlevé la vie étaient profondément endettés 82 % de tous les ménages agricoles de l'Andhra Pradesh étaient endettés en 2001-2. Ceux qui se sont suicidés étaient majoritairement des agriculteurs qui pratiquaient la culture pour la vente. Les suicides sont moins nombreux chez les agriculteurs vivriers.

La philosophie du "Meilleur des Mondes" a affecté la vie

d'innombrables millions d'agriculteurs du Tiers-Monde, qui ont été forcés de remplacer les cultures vivrières par des cultures de rente. Pour des millions d'agriculteurs de subsistance de l'Inde, cela a signifié des frais de culture beaucoup plus élevés, des prêts beaucoup plus grands, une dette beaucoup plus élevée et l'emprisonnement dans les conditions de volatilité des prix mondiaux des matières premières (et) la domination par une poignée de multinationales.

Les gigantesques entreprises de semences ont remplacé les graines traditionnelles, beaucoup moins chères et plus robustes à manipuler, par leurs propres produits. Un produc-

teur de coton, pris dans le filet de Monsanto, dépense en semences beaucoup plus qu'il n'avait jamais pensé devoir payer. Les variétés locales ont été évincées avec le soutien enthousiaste de l'État. La commercialisation prédatrice de la campagne a dévasté tous les autres aspects de la vie des agriculteurs et des travailleurs sans terre.

Les coûts de santé ont monté en flèche 60% du revenu a été consacrée à l'alimentation. Les agriculteurs dépensent-ils tellement en nourriture? des millions d'agriculteurs indiens petits et marginaux sont des acheteurs de céréales alimentaires. Ils ne peuvent en produire suffisamment pour nourrir leur famille et doivent travailler sur les champs des autres et ailleurs pour combler le déficit. Devant acheter une partie des céréales dont ils ont besoin sur le marché, ils sont profondément affectés par la hausse des prix alimentaires. La faim chez ceux qui produisent la nourriture est une chose très réelle la famille pauvre moyenne a environ 100 kg de moins aujourd'hui qu'il y a seulement dix ans.

Les revenus des agriculteurs se sont effondrés, comme les prix qu'ils ont obtenus pour leurs cultures de rente en raison des subventions infâmes données aux entreprises agricoles et aux riches fermiers des pays occidentaux, que l'on aille des États-Unis aux pays de l'Union européenne. La vie est devenue de plus en plus impossible pour les petits agriculteurs et à partir de la fin des années 90, les suicides ont commencé (...)



Les origines d'Al-Qaïda au Maghreb islamique: Qui est derrière les terroristes?

Par Prof Michel Chossudovsky

Directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre et de la Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial (best-seller international publié en plus de 20 langues).

Qui est derrière le groupe terroriste qui a attaqué le complexe gazier d'In Amenas exploité par BP, Statoil et Sonatrach, situé sur la frontière libyenne au sud-est de l'Algérie? (Voir la carte ci-dessous)

*L'opération a été coordonnée par **Mokhtar Belmokhtar**, chef de la brigade islamiste des Moulathamine (brigade masquée) ou « Ceux qui signent avec du sang », affiliée à Al-Qaïda. L'organisation de Belmokhtar a été impliquée dans le trafic de drogue, la contrebande ainsi que des opérations d'enlèvement d'étrangers en Afrique du Nord. Alors que ses allées et venues sont connues, le renseignement français a surnommé Belmokhtar l'« insaisissable ».*

Belmokhtar a revendiqué au nom d'Al-Qaïda l'enlèvement de 41 otages occidentaux, dont 7 Étatsuniens, au complexe gazier de BP à In Amenas. Belmokhtar n'était toutefois pas impliqué directement dans l'attaque. Le commandant de l'opération sur le terrain était Abdul Rahman al-Nigeri, un vétérinaire djihadiste du Niger qui s'est joint en 2005 au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Algérie. ([Albawaba](#), 17 janvier 2013)

L'opération d'enlèvement d'In Amenas a été menée cinq jours après les frappes aériennes françaises contre des militants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Nord-Mali.

Les forces spéciales françaises et les troupes maliennes ont repris le contrôle de Diabali et Konna, deux petites villes au nord de Mopti. La ville de Diabali avait apparemment été prise quelques jours auparavant par les combattants menés par l'un des principaux commandants d'AQMI, **Abdelhamid Abou Zeid**.

Bien que l'attaque terroriste et le rapt à la raffinerie d'In Amenas aient été décrits comme des actes de vengeance, cette opération n'était aucunement improvisée. Des analystes ont confirmé que, selon toute

probabilité, l'opération avait été planifiée longtemps à l'avance: Les représentants européens et étasuniens affirment que le raid était presque certainement trop élaboré pour avoir été planifié dans un laps de temps si court, quoique la campagne de bombardement française ait pu être un élément déclencheur amenant les combattants à lancer un assaut qu'ils avaient déjà préparé. Selon les récents reportages (20 janvier 2012), il y a environ 80 morts, dont des otages et des combattants djihadistes.

Il y avait plusieurs centaines de travailleurs à la raffinerie de gaz dont la plupart étaient algériens.

« Parmi les rescapés, seuls 107 des 792 travailleurs étaient étrangers », selon le ministère algérien de l'Intérieur. Les gouvernements britannique et français ont blâmé les djihadistes. Selon les termes du premier ministre britannique David Cameron :

« Les gens vont certainement poser des questions à propos de la réaction algérienne à ces événements, toutefois je dirai seulement que ces morts sont directement imputables aux terroristes qui ont perpétré cette attaque lâche et violente. ([Reuters](#), 20 juin 2013.)

Les reportages confirment cependant qu'un grand nombre de décès chez les otages et les combattants islamiques ont été causés par les bombardements des forces algériennes.

Combattants d'Al-Qaïda



Les négociations avec les ravisseurs, qui auraient pu sauver des vies, n'ont pas été envisagées sérieusement par les gouvernements algérien et occidentaux. Les militants avaient demandé l'arrêt des attaques françaises au Nord-Mali en échange de la sécurité des otages. Le dirigeant d'Al-Qaïda Belmokhtar avait déclaré : « Nous sommes prêts à négocier avec l'Occident et le gouvernement algérien à condition qu'ils cessent de bombarder les musulmans du Mali » (Reuters, 20 janvier 2013.)

Au sein des rangs djihadistes se trouvaient des mercenaires provenant de nombreux pays musulmans, dont la Libye (cela reste à confirmer), ainsi que des combattants de pays occidentaux.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI): De qui s'agit-il?

De nombreux groupes affiliés sont activement impliqués au Nord-Mali

-Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dirigé par Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI

-Ansar Dine dirigé par Iyad Ag Ghaly

-Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)

-Le Groupe islamique armé (GIA), très en vue dans les années 1990, est pratiquement disparu. Ses membres se sont joints à AQMI

- Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), un mouvement touareg laïc, nationaliste et indépendantiste

Historique

En septembre 2006, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) a uni ses forces à Al-Qaïda. Le GSPC a été créé par Hassan Hattab, un ancien commandant du GIA.

En janvier 2007, le groupe a officiellement changé son nom pour Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Donc au début septembre 2007, l'AQMI récemment formé a établi une relation étroite avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL).

Les commandants du GSPC avaient été inspirés par les enseignements religieux salafistes en Arabie Saoudite, ayant autrefois joué un rôle important dans la formation des moudjahidines en Afghanistan.

L'histoire des commandants djihadistes d'AQMI est significative dans le contexte plus vaste de cette question

Qui est derrière les diverses factions affiliées à Al-Qaïda?

Qui appuie les terroristes?

Quels intérêts économiques et politiques sont servis?

Le Council on Foreign Relations (Conseil des relations internationales, CFR) situé à Washington retrace les origines d'AQMI à la guerre soviéto-afghane : La plupart des hauts dirigeants d'AQMI auraient été formés en Afghanistan durant la guerre contre les Soviétiques de 1979 à 1989. Ils auraient fait partie d'un groupe de volontaires nord-africains connus sous le nom d'« Arabes afghans » revenu dans la région après la guerre et qui radicalisait les mouvements islamistes.

Le groupe est divisé en « katibas » ou brigades formant diverses cellules le plus souvent indépendantes.

Depuis 2004, le chef du groupe, ou l'émir, est Abdelmalek Droukdel, également connu sous le nom d'Abou Mossab Abdelwadoud, un ingénieur de formation et expert en explosifs qui s'est battu en Afghanistan et est issu du GIA algérien.

C'est sous son leadership qu'AQMI a déclaré que la France était sa cible principale. L'un des dirigeants d'AQMI les « plus radicaux et les plus violents » est Abdelhamid Abou Zeid selon les experts en contre-terrorisme. Abou Zeid est lié à plusieurs enlèvements et exécutions d'Européens dans la région. (Council on Foreign Relations, Al Qaeda in the Islamic Maghreb, cfr.org, non daté.)

L'article du CFR omet de mentionner que le djihad islamique en Afghanistan était une initiative de la CIA, lancée en 1979 à l'époque de l'administration Carter et fortement appuyée par Ronald Reagan au cours des années 1980.

En 1979 la plus vaste opération clandestine de l'histoire de la CIA a été lancée en Afghanistan. Des missionnaires wahhabites d'Arabie Saoudite ont mis sur pied les écoles coraniques (madrasas) au Pakistan et en Afghanistan.

Les manuels scolaires utilisés dans les madrasas ont été imprimés et publiés au Nebraska. Le financement clandestin a été acheminé aux moudjahidines avec l'appui de la CIA.

« Fortement encouragés par la CIA et l'ISI du Pakistan, qui désiraient transformer le djihad afghan en guerre mondiale menée par tous les États musulmans contre l'Union soviétique, 35 000 musulmans radicaux provenant de 40 pays islamiques se sont joints à la lutte afghane entre 1982 et 1992.

Des dizaines de milliers d'autres sont allés étudier dans les madrasas pakistanaïses. Avec le temps, plus de 100 000 musulmans radicaux ont été directement influencés par le djihad afghan. (Ahmed Rashid, "The Taliban: Exporting Extremism", Foreign Affairs, novembre-décembre 1999.)

La Central Intelligence Agency (CIA) a joué un rôle clé dans la formation des moudjahidines en utilisant l'Inter-Services Intelligence (Direction pour le renseignement inter-services) pakistanaïse. La formation des guérilleros parrainée par la CIA était intégrée aux enseignements de l'islam.

« En mars 1985, le président Reagan a signé la directive nationale de sécurité 166 [laquelle] autorisait un appui militaire clandestin supplémentaire et signalait clairement que la guerre secrète afghane avait un nouvel objectif : vaincre les troupes soviétiques en Afghanistan par des actions clandestines et encourager le retrait soviétique.

La nouvelle aide secrète étasunienne a débuté par une augmentation spectaculaire des livraisons d'armes, une progression constante atteignant 65 000 tonnes annuellement en 1987 [...] ainsi qu'un « flot incessant » de spécialistes de la CIA et du Pentagone se rendant au quartier général secret de l'ISI au Pakistan, situé sur la route principale près de Rawalpindi.

Les spécialistes de la CIA y rencontraient des officiers du renseignement pakistanaïse afin d'aider à planifier des opérations pour les rebelles afghans ». (Steve Coll, Washington Post, 19 juillet 1992)

Mokhtar Belmokhtar, le cerveau des attaques terroristes perpétrées par la brigade islamiste des Moulathamine (masquée) au complexe gazier d'In Amenas est l'un des membres fondateurs d'AQMI.

Il a été formé et recruté par la CIA en Afghanistan. Belmokhtar était un volontaire nord-africain, un « Arabe afghan » enrôlé à 19 ans comme moudjahidine pour se battre dans les rangs d'Al-Qaïda en Afghanistan à une époque où la CIA et sa filiale pakistanaïse, l'ISI, appuyaient activement le recrutement et la formation des dji-

hadistes. Mokhtar Belmokhtar a fait la « guerre civile » en Afghanistan.

Il est retourné en Algérie en 1993 et s'est joint au GSPC. Le passé et l'implication de Belmokhtar en Afghanistan suggèrent qu'il était un « agent de renseignement » appuyé par les États-Unis. Le rôle des alliés des États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar



Mokhtar Belmokhtar

Dès le début en 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a établi des liens étroits avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont les dirigeants avaient également été formés et recrutés en Afghanistan par la CIA. La CIA et le MI6 britannique appuient clandestinement le GICL.

Le GICL a été directement appuyé par l'OTAN durant la guerre de 2011 contre la Libye « fournissant des armes, de la formation des forces spéciales et même des avions pour appuyer le renversement du gouvernement libyen ». (Tony Cartalucci, The Geopolitical Reordering of Africa: US Covert Support to Al Qaeda in Northern Mali, France "Comes to the Rescue", Global Research, janvier 2013.)

**Les Forces spéciales britanniques SAS
avaient été envoyées en Libye avant
l'insurrection, agissant à titre de conseil-
lers militaires du GICL.**

Plus récemment, des reportages ont confirmé qu'AQMI a reçu des armes du GICL, dont les mercenaires ont intégré les rangs des brigades d'AQMI.

Le commandant Mokhtar Belmokhtar, qui a coordonné l'opération d'enlèvement d'In Amenas, a déclaré : « Nous avons été l'un des principaux bénéficiaires des révolutions dans le monde arabe. En ce qui concerne le fait que nous bénéficions des armes [libyennes], cela est normal dans ce genre de circonstances. »

http://www.hanford.gov/c.cfm/oci/ci_terrorist.cfm?dossier=174

La raffinerie de BP à In Amenas est située en plein sur la frontière libyenne. On peut soupçonner l'implication d'un contingent de combattants du GICL dans l'opération. AQMI a également des liens avec le Front Al-Nosra en Syrie, appuyé clandestinement par l'Arabie Saoudite et le Qatar. AQMI est lié de manière indélébile à un programme de renseignement occidental.

On le décrit comme « l'un des groupes militants les plus riches et mieux armés de la région », financé secrètement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Le journal français Le Canard enchaîné a révélé (juin 2012) que le Qatar (un fidèle allié des États-Unis) finance diverses entités terroristes au Mali, incluant le groupe salafiste Ansar Dine : Et les rebelles touareg du MNLA (indépendance et laïcité), d'Ansar Dine, d'AQMI et de Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu de l'argent du Qatar selon un reportage (The Examiner).

L'information du journal satirique Canard enchaîné, qui rapportait (juin 2012) que le Qatar financerait des groupes armés au Nord-Mali, a été relayée par les médias d'Algérie et d'Afrique de l'Ouest. Depuis plusieurs mois au Mali on soupçonne Ansar Dine, le principal groupe armé pro-charia de la région, de recevoir du financement du Qatar.

Au début du conflit par exemple, des reportages (non confirmés) indiquaient qu'un avion qatari rempli d'armes, d'argent et de drogue était atterri à Gao.

Le reportage original cite un

rapport du renseignement français indiquant que le Qatar a fourni de l'aide financière à trois des principaux groupes armés du Nord-Mali : Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, AQMI et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

La division coloniale de l'Afrique décidée à la conférence de Berlin (à droite). Voir les cartes de l'Afrique coloniale française ci-dessous.

Le montant du financement donné à chaque groupe n'est pas révélé mais on signale que de nombreux rapports de la DGSE française remis au ministère de la Défense ont mentionné l'appui du Qatar au terrorisme au Nord-Mali. (C'est l'auteur qui souligne) Il faut évaluer attentivement le rôle d'AQMI comme atout du renseignement.

L'insurrection islamiste crée des conditions favorisant la déstabilisation politique du Mali en tant qu'État-nation. Quels intérêts géopolitiques ont été servis?

Mercenaires provenant de nombreux pays musulmans, dont la Libye (cela reste à confirmer), ainsi que des combattants de pays occidentaux.



Conclusion : Le « Soudan étasunien »

Ironiquement, l'opération d'enlèvement au sud de l'Algérie et la tragédie provoquée par l'opération de « sauvetage » militaire menée par l'Algérie fournissent une justification humanitaire à l'intervention militaire occidentale menée par AFRICOM, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique. Celle-ci ne concerne pas uniquement le Mali et l'Algérie, mais pourrait aussi comprendre la région plus vaste s'étendant de la zone sahélienne sub-saharienne, de la Mauritanie à la frontière occidentale du Soudan. Ce processus d'escalade fait partie d'une « feuille de route » militaire et stratégique des États-Unis, et constitue une étape subséquente de la militarisation du continent africain, un « suivi » de la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Libye en 2011.

Il s'agit d'un projet de conquête néocoloniale d'un vaste territoire par les États-Unis.

Même si la France constitue l'ancienne puissance coloniale, intervenant pour le compte de Washington, le but ultime est d'exclure tôt ou tard la France du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne. Le remplacement de la France comme puissance coloniale se fait de manière constante depuis la guerre d'Indochine des années 1950.

Alors que les États-Unis sont, à court terme, prêts à partager le butin de guerre avec la France, l'objectif ultime est de redessiner la carte de l'Afrique et de transformer par la suite l'Afrique francophone en sphère d'influence étasunienne. Celle-ci s'étendrait de la Mauritanie, au bord de l'Atlantique, jusqu'au Soudan, à l'Éthiopie et à la Somalie.

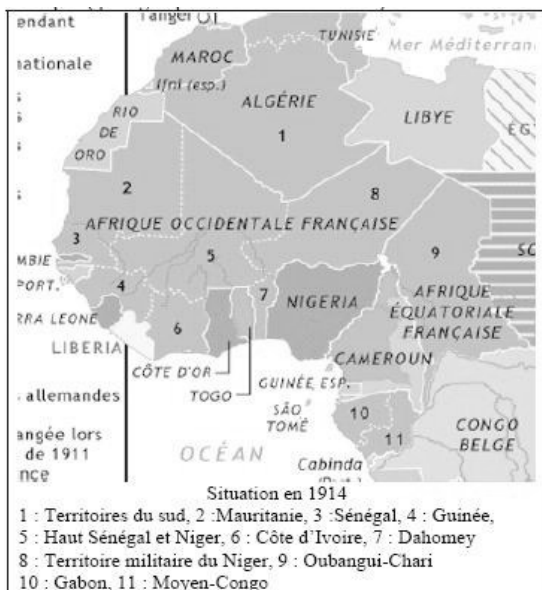
Un procédé similaire visant à exclure la France de l'Afrique francophone a lieu depuis les années 1990 au Rwanda, au Burundi et en République du Congo.

En conséquence, on empiète sur le français comme langue officielle en Afrique. Aujourd'hui au Rwanda, l'anglais est une langue officielle avec le kinyarwanda et le français : Le gouvernement du FPR en 1994 a commencé par offrir l'éducation secondaire en anglais ou en français. Depuis 2009, elle est offerte uniquement en anglais. Depuis 1994, l'université n'utilise plus le français comme langue de travail. (Le président rwandais Paul Kagame ne lit pas et ne parle pas le français.) Un vaste territoire est en jeu, celui qui, durant la période coloniale, comprenait l'Afrique de l'Ouest française et l'Afrique équatoriale française. (Voir la carte ci-dessous)

À l'époque de la France coloniale, on appelait le Mali le Soudan français. Il est ironique que ce processus visant à affaiblir et, tôt ou tard, à exclure la France de l'Afrique francophone soit mis en œuvre avec l'approbation tacite de l'ancien et de l'actuel présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande, servant tous deux les intérêts géopolitiques étasuniens au détriment de la République française. La militarisation du continent africain relève du mandat d'AFRICOM.

L'objectif à plus long terme consiste à exercer le contrôle géopolitique et militaire sur une vaste zone ayant historiquement appartenu à la sphère d'influence française. Cette zone est riche en pétrole, en gaz naturel, en or, en uranium et en minéraux stratégiques. Research, 15 janvier 2013.)

La division coloniale de l'Afrique décidée à la conférence de Berlin



La France et le Canada avalés par la folie guerrière des États-Unis et d'Israël ?

Richard Le Hir, avocat, administrateur, conseiller en gestion et homme politique québécois

Tribune libre de Vigile, vendredi 3 août 2012

<http://www.vigile.net/C-est-pour-bientot>

A la toute fin du mois de novembre, la détérioration rapide et alarmante de la situation politique en Europe et au Moyen-Orient m'avait amené à soulever la possibilité du déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

J'avais en effet été sidéré de découvrir, sur un site américain d'information financière, l'extrait d'un bulletin de nouvelles chinois où un responsable militaire de haut niveau avertissait les États-Unis, le Canada et la France que son pays n'hésiterait pas à protéger l'Iran contre toute agression, même au risque d'une troisième guerre mondiale.

Cet article avait attiré l'attention d'un journaliste algérien qui communiqua avec moi quelques semaines plus tard pour savoir si je serais disposé à expliciter ma position dans une entrevue qui serait publiée dans son journal en début d'année. Sans me douter le moindre traitement qui serait réservé à cette entrevue (manchette en première page), et de la diffusion qu'elle allait connaître, j'acceptai son invitation à répondre à une série de questions qui allaient me permettre d'aborder le cas de la Syrie et de suggérer qu'avec l'alignement des positions russe et chinoise sur la question du Moyen-Orient, nous étions en train d'assister à une réémergence des blocs, comme au temps de la Guerre froide.

Les événements de l'hiver allaient me donner raison. Au cours des derniers mois, la Chine et la Russie ont exercé à trois reprises leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour contrecarrer la volonté des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni d'intervenir militairement en Syrie

pour déloger le gouvernement de Bachir Al-Assad et favoriser un changement de régime.

Et malgré tous les efforts en sous-main pour déstabiliser Assad, celui-ci demeure encore en poste, un exploit qui serait totalement impossible s'il ne jouissait pas du soutien très large de la population syrienne. Ceux qui en doutent feraient bien de se remémorer l'effondrement du régime communiste en ex-Allemagne de l'Est et la chute du mur de Berlin, en quelques jours, sans aucune effusion de sang. Et pour des exemples plus locaux, voir le renversement des régimes Ben-Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte, relativement pacifiques.

Après avoir évincé les «contras» de Homs et de Damas, revenues à la paix civile, le régime Assad tente désormais de les déloger de deux quartiers d'Alep, toute proche des frontières de la Turquie qui les alimente en hommes et en armes. Et le spectacle de ces centaines de milliers d'habitants qui fuient les quartiers sous contrôle des contras pour se réfugier dans les quartiers contrôlés par les forces du régime Assad confirme éloquemment la légitimité démocratique de son pouvoir.

Aucun régime ne peut tenir très longtemps contre la volonté de sa population. Et c'est justement l'absence de cette volonté populaire de changement qui nous amène à nous questionner sur les raisons profondes de pays comme les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et le Canada à souhaiter si ardemment un changement de régime en Syrie après l'avoir souhaité et obtenu en Libye, et l'avoir souhaité sans l'obtenir en Iran (fiasco de la révolution verte).

Pour ce qui est des États-Unis, les motivations sont assez claires, même si les intérêts (pas nécessairement les mêmes) et l'influence politique d'Israël viennent un peu brouiller les cartes. Mais c'est quand on se met à s'interroger sur les motivations de pays comme le Royaume-Uni, la

France et le Canada que le problème se complexifie.

Le cas du Royaume-Uni est assez facile à régler. Ce pays a depuis longtemps fait le choix de l'alliance géostratégique avec les États-Unis, mais était malgré tout parvenu à conserver une certaine indépendance dans sa politique étrangère au Moyen-Orient sur la base de sa longue expérience politique dans cette région du monde.

Cette situation allait changer dramatiquement après le 11 septembre 2001 et le déclenchement de la guerre contre l'Irak. Le Premier Ministre travailliste Tony Blair causa une certaine surprise, du moins dans ses propres rangs, en s'alignant sans hésitation et sans faille aux côtés des États-Unis de George W. Bush, alors que la France de Chirac et le Canada de Jean Chrétien refusaient de le faire.

La France était parvenue à maintenir pendant toutes les années depuis le départ de de Gaulle jusqu'à l'arrivée de Sarkozy au moins les apparences d'une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis et d'un préjugé favorable aux pays musulmans qui s'expliquait, comme dans le cas des Anglais, par sa longue fréquentation de cette culture.

Pays colonial, la France a imposé pendant longtemps sa tutelle sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Ceux qui sont moins familiers avec l'histoire de France savent moins que la France de Napoléon s'était aventurée jusqu'en Égypte et que, même si cette aventure fut de courte durée, elle était parvenue à y conserver une importante influence culturelle et commerciale, dans ce dernier cas avec la construction par Ferdinand de Lesseps du Canal de Suez à compter de 1858 et son exploitation de 1868 jusqu'en 1957 par la Compagnie universelle du canal maritime de Suez en vertu d'une concession emphytéotique de 99 ans. «A la suite de la nationalisation du canal par Nasser en 1956, quand le patrimoine égyptien de la Compagnie

universelle du canal maritime de Suez a été transféré à la Suez Canal Authority, la société touche d'importantes indemnités car elle dispose d'une concession jusqu'en 1968. Rebaptisée Compagnie financière de Suez en 1958, elle engage sa reconversion en multipliant participations et investissements dans divers secteurs de l'économie.»

On notera au passage qu'il s'agit de l'entreprise à l'origine de GDF-Suez dans laquelle le duo Paul Desmarais/Albert Frère détient une participation importante.

Il faut aussi rappeler que la France et la Grande-Bretagne s'étaient partagé les dépouilles de l'empire ottoman en 1920, et que la France avait pour sa part hérité de ce qui allait par la suite devenir la Syrie et le Liban. Quant au Royaume-Uni, il récupérait l'Irak, la Transjordanie et la Palestine. Le Liban allait acquérir son indépendance en 1943, la Syrie en 1946, et Israël, découpée dans le territoire de la Palestine par les Nations unies, en 1948.

La présence de la France sur l'échiquier politique du Moyen-Orient est donc une donnée de base, d'autant plus que d'importants liens commerciaux ont survécu au mouvement de décolonisation après la fin de la Seconde Guerre mondiale. (...) On comprend dès lors beaucoup mieux comment Nicolas Sarkozy, que les Américains contrôlaient entièrement, y compris par des liens familiaux, a pu servir leurs intérêts au point même de leur permettre de se cacher derrière lui (et derrière le Canada de Harper) à certains moments, comme dans l'opération contre la Libye.

Mais Sarkozy parti, ce qui surprend et déçoit sûrement une bonne partie de l'électorat de gauche en France, c'est de voir le président Hollande suivre exactement la même politique étrangère que son prédécesseur et se ranger docilement, sans le moindre bémol, dans le camp des États-Unis et d'Israël au Moyen-Orient.

Le Canada n'a pas une histoire diplo-

matique aussi riche que celle de la France. Comme je l'ai souligné plus haut, sa première intervention marquante sur la scène internationale fut sa suggestion de créer les casques bleus dans la foulée de la guerre du canal de Suez en 1956.

Pour le reste, voisin des États-Unis, sa marge de manœuvre n'est pas très grande, ce qui n'a pas empêché l'ancien Premier ministre libéral, Pierre-Elliott Trudeau, mort en 2000, de mul-

Un CF-18 décollant de la base italienne de Trapani pour participer à une mission en Libye, le 21 mars 2011.



tiplier les pieds de nez à leur endroit, en entretenant notamment des liens d'amitié avec Fidel Castro qui s'est d'ailleurs déplacé à Montréal pour ses funérailles.

En 2003, le Canada n'avait pas, lui non plus, suivi les États-Unis dans leur engagement militaire en Irak. Le refus du Premier ministre Jean Chrétien, libéral lui aussi, était lié à des considérations basement électoralistes. Si, dans son ensemble, l'électorat canadien était également divisé sur l'opportunité de cet engagement, la ventilation des résultats par régions donnait une toute autre image de la situation, les Québécois y étant très majoritairement opposés.

La question de la participation du Canada à cette guerre était même parvenue à mobiliser à Montréal, en plein hiver, 150 000 personnes qui n'avaient pas hésité à braver un froid de -26°C pour faire connaître leur opposition,

tant la tradition pacifiste est forte au Québec.

Pour des raisons sur lesquelles les Américains n'ont eu aucune influence, les libéraux allaient se retrouver à la tête d'un gouvernement minoritaire aux élections générales suivantes en 2004, et par la suite perdre le pouvoir aux mains du Parti conservateur de Stephen Harper, d'abord appelé à former un gouvernement minoritaire en 2006, puis majoritaire en 2011.

Depuis son élection en 2006, Harper n'a eu de cesse d'aligner les positions canadiennes dans tous les domaines sur celles des États-Unis, au point même de se distinguer parfois par son excès de zèle, notamment sur la question de son soutien à Israël.

Cette inféodation systématique de la France et du Canada aux intérêts des États-Unis et d'Israël est particulièrement intrigante, survenant à un moment où les États-Unis sont en perte de puissance, tant sur le plan économique que politique, une réalité si forte qu'elle ne peut échapper aux stratégies des deux pays. Cette réalité commanderait de la part de la France et du Canada une stratégie totalement différente, sauf si...

Oui, sauf si les dirigeants de ces deux pays étaient au courant d'une menace si forte et si effrayante qu'elles les privait de toute marge de manœuvre et qu'elle les contraignait au soutien inconditionnel des États-Unis et d'Israël, et au reniement de tous les principes démocratiques sur lesquels ils sont fondés.

Si tel est le cas, on aimerait bien le savoir... Quelle menace ? Une troisième guerre mondiale ? Car au rythme auquel s'accumulent, s'enchaînent et se succèdent les événements, c'est pour bientôt.

Si tel est le cas, on aimerait bien le savoir... Quelle menace ? Une troisième guerre mondiale ? Car au rythme auquel s'accumulent, s'enchaînent et se succèdent les événements, c'est pour bientôt.

La relation entre Washington et ces forces rappelle une alliance militaire forgée dans les années 1980 avec les Moudjahiddins et précisément Al Qaïda dans la guerre favorisée par la CIA en Afghanistan dans le but de renverser un gouvernement aligné sur Moscou et d'infliger une défaite à l'armée soviétique.

L'administration Obama ne peut pas expliquer cette évolution en public sans montrer aux yeux de tous la fraude que constitue la soi-disant « guerre contre la terreur », la pierre d'angle de la politique extérieure américaine pour plus d'une décennie, et avec elle, les prétendues motivations « humanitaires » et « démocratiques » de l'intervention américaine en Libye.

De plus, elle utilise les mêmes forces dans la poursuite de son objectif de changement de régime en Syrie, destiné à son tour à affaiblir l'Iran et à préparer, avec Israël, une guerre contre ce pays. Et, comme l'indique l'article du *New York Times*, on prépare un « retour de flamme » plus spectaculaire encore.

Comme en Afghanistan, l'arrangement libyen a conduit à un retour de bâton pour l'impérialisme américain. Ayant utilisé les milices islamistes pour finir le travail commencé par les frappes aériennes de l'OTAN et, une fois ce but atteint, pour traquer Kadhafi, Washington a cherché à les évincer et à installer les hommes de confiance de la CIA et des grands monopoles pétroliers à la direction du pays. Se vengeant du fait qu'ils ont été écartés du butin de la guerre, et toujours fortement armés, les forces islamistes ont contre-attaqué, organisant l'assassinat de Stevens.

Le *Times* cite anonymement un responsable américain familier avec les informations obtenues par les renseignements américains ainsi : « Les groupes d'opposition qui reçoivent le gros de l'aide armée sont précisément ceux dont nous ne voulons pas qu'ils l'obtiennent ».

L'article attire l'attention sur le rôle joué par les monarchies sunnites du Qatar et de l'Arabie saoudite dans l'acheminement d'armes vers les groupes islamistes durs. Celles-ci s'appuient sur leur propre ordre du jour religieux et sectaire dans la région, destiné à contrer l'influence de l'Iran dominé par les chiïtes.

Il attribue l'échec du personnel de la CIA déployé sur la frontière turco syrienne à contrôler les groupes recevant des armes à un « manque d'informations fiables sur de nombreuses figures et factions rebelles. »

Ce que l'article manque à dire clairement cependant, c'est précisément quels « groupes d'opposition laïcs » existent en Syrie et que les Etats-Unis veulent armer. Les directions, basées en Turquie, du Conseil national syrien et de l'Armée syrienne libre ont peu d'influence et sont largement discréditées en Syrie même.

Un rapport publié par l'ICG (International crisis group) le 12 octobre et intitulé « La tentative de Djihad, l'opposition intégriste en Syrie » suggère que la soi-disant opposition « laïque » n'existe pas. Il fait remarquer que « la présence d'une puissante tendance salafiste parmi les rebelles syriens est devenue irréfutable. » Cela s'accompagne d'un « glissement vers un discours religieux de plus en plus radical et... des tactiques de plus en plus brutales. »

Il cite le rôle de plus en plus important joué par les groupes comme Jabhat al-Nusra [Front de soutien] et Kata'ib Ahrar al-Sham [Hommes libres des bataillons syriens] qui ont tous deux adopté sans aucune ambiguïté le langage du djihad et ont appelé à remplacer le régime par un Etat islamique basé sur les principes du salafisme »

Finalement il attribue l'influence grandissante de ces éléments à « l'absence d'une direction cléricale et politique effective » dans des conditions où les éléments sunnites plus modérés sont opposés aux soi-disant « rebelles ».

Dans l'ensemble, l'absence d'une direction déterminée et pragmatique s'accompagnant d'une spirale de violence, profondément sectaire parfois, a inévitablement favorisé les factions les plus dures », dit en conclusion le rapport de l'ICG.

Certains éléments dans l'*establishment* dirigeant américain citent de plus en plus l'influence grandissante des milices islamistes en Syrie pour justifier une intervention directe des Etats-Unis. Un des représentants de ce point de vue est Jackson Diehl, le rédacteur en chef de la rubrique Affaires étrangère du *Washington Post* et un défenseur en vue de l'invasion de l'Irak en 2003. Dans un commentaire paru le 14 octobre, Diehl décrit la situation en Syrie comme représentant « l'apparition d'un désastre stratégique » attribuable à « la trop grande et nuisible prudence d'Obama dans l'affirmation de la puissance américaine. »

Diehl écrit : « Les yeux rivés sur son mot d'ordre de 'recul de la guerre' au Moyen Orient, Obama affirme que l'intervention ne pourrait que faire empirer le conflit – puis il regarde comment elle s'élargit à la Turquie, cet allié de l'OTAN, et comment elle attire des centaines de combattant d'Al Qaïda. »

Chapitrant Romney et les Républicains parce qu'ils sont fixés sur l'attaque terroriste de Benghazi, Diehl fait remarquer que cela est plus facile que de demander à des « Américains fatigués de la guerre » d'envisager une guerre d'agression de plus. Néanmoins, suggère-t-il, une fois que l'élection sera passée, une telle guerre sera à l'ordre du jour, peu importe qui occupera la Maison-Blanche.

«Ne touchez pas à la Russie!» (1918-1920), Le mouvement mondial d'appui à la Révolution d'Octobre

La naissance des associations d'amitié avec l'URSS et des Partis communistes

<http://encyclopedia2.thefreedictionary.com/>

[Hands+off+Russia](#) – Traduction «L'Étoile du Nord»

«Ne touchez pas à la Russie!» - slogan et nom d'un mouvement de la classe ouvrière et d'autres couches démocratiques des pays capitalistes en vue de la défense de l'État soviétique contre l'intervention militaire étrangère [1]. Le mouvement, qui a duré de 1918 à 1920, reflète l'énorme influence révolutionnaire qu'a eu la Grande Révolution socialiste d'Octobre et la solidarité des travailleurs du monde entier avec les ouvriers et les paysans du pays des Soviets. Il a pris différentes formes selon les pays.

En Grande-Bretagne, dès l'automne 1918, les travailleurs, au cours de réunions ouvrières et syndicales ont lancé le mot d'ordre «Ne touchez pas à la Russie!» et brandi la menace d'une grève générale si le gouvernement britannique ne mettait pas fin à ses tentatives de réprimer militairement la révolution russe. Le Comité national «Ne touchez pas à la Russie» a été élu lors d'une conférence à Londres en janvier 1919, et à l'été 1919, le mouvement a pris de plus grandes proportions. Le secrétaire national et l'organisateur national du mouvement étaient P. Coates et H. Pollitt. Les comités locaux ont commencé à travailler activement. Le mot d'ordre d'arrêt immédiat de l'intervention s'est propagé au sein des unités militaires et est parvenu aux soldats britanniques se trouvant au pays des Soviets.

En France, le Parti socialiste [2] exhortait les travailleurs à lutter contre l'intervention antisoviétique; la CGT (Confédération générale du travail) a salué les marins de navires de guerre français qui, en avril 1919, ont refusé de tirer sur les villes soviétiques russes de la mer Noire. La «Société des amis des peuples de Russie», fondé en 1919, a activement mené la lutte contre l'Intervention. Des personnalités culturelles, comme A. France et H. Barbusse, ont pris la défense de la République soviétique. En décembre 1919, les dockers de Bordeaux ont refusé de charger des fournitures militaires destinées aux forces interventionnistes et aux gardes blancs.

En Italie, en décembre 1918 les socialistes ont exigé le retrait des troupes étrangères de la Russie soviétique, et en 1919, le mouvement a occupé une place de premier plan aux manifestations du 1^{er} Mai des travailleurs italiens.

Aux États-Unis, des réunions ouvrières de masse ont appuyé la protestation de la Ligue des amis de la Russie soviétique, fondée en juin 1919, contre l'intervention. De juillet à octobre 1919, seulement à New York, de telles réunions ont rassemblé 1 million de personnes.

En Chine, des tracts protestant contre les accords antiso-

viétiques signés entre la Chine et le Japon ont été distribués et des pétitions similaires ont été envoyées au gouvernement.

Les luttes révolutionnaires **en Allemagne, en Finlande et en Hongrie** et les actions révolutionnaires **dans d'autres pays** ont aidé à contrecarrer l'intervention antisoviétique et le blocus. En affaiblissant le front commun des puissances impérialistes, ce mouvement a démontré une profonde sympathie envers l'État soviétique et a permis l'acheminement d'aide directe aux travailleurs de la Russie soviétique.

Le mouvement «Ne touchez pas à la Russie!» a connu un nouvel essor quand, en 1920, les impérialistes ont organisé l'attaque militaire polonaise contre la République soviétique.

La lutte contre la guerre antisoviétique déclenchée par les impérialistes a pris des proportions particulièrement grandes **en Grande-Bretagne**. En mai 1920, les dockers de Londres ont refusé de charger des armes destinées à la Pologne sur le navire «Jolly George».

Le Parti communiste de Grande-Bretagne a pris part à ce mouvement. Sous la forte pression de la classe ouvrière britannique, les dirigeants du Parti travailliste et des syndicats se sont joints au mouvement. Le 9 août, dans le cadre de l'ultimatum du gouvernement britannique exigeant la cessation de la contre-offensive par l'Armée rouge, une réunion conjointe des représentants de la fraction travailliste parlementaire, du Comité exécutif du Parti travailliste et de la Commission parlementaire du Congrès des syndicats a eu lieu. Le Conseil d'action a été constitué à cette réunion, et le 13 août, une Conférence de tous les travailleurs britanniques a été convoquée.



La conférence a exigé la reconnaissance diplomatique de la Russie soviétique et l'établissement de relations économiques normales. Elle a également autorisé le Conseil d'action à utiliser toutes les formes d'arrêts de travail, y compris une grève générale, dans la lutte contre la guerre.

Les conseils locaux (comités d'action), dont le nombre était d'environ 350 et comprenait des communistes, faisaient leur part. Finalement, les travailleurs britanniques ont forcé le gouvernement à cesser d'intervenir directement dans la guerre polono-soviétique sur le côté de la Pologne.

En Allemagne, en Italie et dans d'autres pays des mesures ont été prises pour défendre la République soviétique. En Italie, par exemple, les cheminots ont empêché l'envoi d'armes et de munitions en Pologne, et les marins du bateau à vapeur «Calabria», qui transportait réservistes polonais, ont empêché le navire de quitter le port. En 1920 en France, les travailleurs ont déclenché une série de grèves pour protester contre l'envoi de matériel militaire aux interventionnistes et aux gardes blancs.

Le mouvement «Ne touchez pas à la Russie!», exemple frappant d'application du principe d'internationalisme prolétarien, a aidé le jeune État socialiste à préserver son existence. «Nous avons réussi à vaincre l'ennemi», a déclaré V. I. Lénine «parce que la sympathie des travailleurs du monde entier s'est fait sentir au moment le plus difficile». (Poln. sobr. soch., 5e édition, vol. 39, p. 346).

RÉFÉRENCES :

Lenin, V. I. "Pis'mo k rabochim Evropy i Ameriki." Poln. sobr. soch., 5th ed., vol. 37.

Lenin, V. I. "Pis'mo k angliiskim rabochim." Ibid., vol. 41.

Lenin, V. I. "Otvét na pis'mo Soedinennogo vremennogo komiteta po obrazovaniiu Kommunisticheskoi partii Velikobritanii." Ibid., vol. 41.

Lenin, V. I. "Tovarishchu Tomasu Bellu." Ibid., vol. 44.

Lenin, V. I. "O politike angliiskoi Rabochei partii." Ibid., vol. 44.

Pollit, H. Izbrannye stat'i i rechi [vol. 1]. Moscow, 1955. (Translated from English.)

Volkov, F. D. Krakh angliiskoipolitiki interventsii i diplomaticheskoi izoliatsii Sovetskogo gosudarstva (1917–1924). [Moscow] 1954.

Gurovich, P. V. Pod'em rabochego dvizheniia v Anglii 1918–1921 gg. Moscow, 1956.

Antivoennye traditsii mezhdunarodnogo rabochego dvizheniia. Moscow, 1972.

[1] Pour tuer dans l'œuf la Révolution d'Octobre, 14 puissances impérialistes ont envoyé des troupes au pays des Soviets (les pays du Commonwealth, dont le Canada, la France, les États-Unis, le Japon, etc.). Le prolétariat et le peuple soviétiques, après la 1^{ère} Guerre mondiale, était plongé dans la guerre civile.

[2] Le Parti socialiste français, allait se diviser au Congrès de Tour (1920) en deux branches, la Section française de l'Internationale ouvrière (parti social-démocrates actuels) et la Section française de l'Internationale communiste, qui allait devenir le Parti communiste français.

Show électoral aux États-Unis

Par Thierry Meyssan



Au cours des 30 dernières années, aucune élection présidentielle US n'a marqué de changement dans la politique extérieure de Washington. Les décisions importantes ont toujours été prises en dehors

de cette échéance. Il est tout à fait évident que le président est le maître d'œuvre d'une politique dont il n'est pas le décideur. L'impérialisme yankee sous les quatre ans, l'élection du président des États-Unis donne lieu à un show planétaire. La presse dominante parvient à convaincre l'opinion publique internationale que le peuple états-unien désigne démocratiquement l'homme qui dirigera les affaires du monde..

Dans certains pays, notamment en Europe, la couverture médiatique de cet événement est aussi, sinon plus, importante que celle de l'élection du chef d'État local. Implicitement, la presse insinue que si ces États sont des démocraties, leurs citoyens ne décident pas de leur avenir, lequel dépend du bon vouloir de l'hôte de la Maison-Blanche. Mais alors, en quoi ces États sont-ils des démocraties ?

C'est que l'on confond scrutin électoral et démocratie. Cette remarque s'applique aussi aux États-Unis. Leur grand show électoral serait la preuve qu'ils sont une démocratie vivante. Ce n'est évidemment que poudre aux yeux. Contrairement à une idée répandue, le président des États-Unis n'est pas élu par son peuple, ni directement, ni au second degré. Le peuple US n'est pas souverain et les citoyens ne sont pas électeurs. Le président est choisi par un collège de 538 personnes, les seuls électeurs, désignés par les États fédérés, les seuls souverains. Au fur et à mesure du temps, l'habitude a été prise par les États fédérés de consulter leurs citoyens avant de désigner le collège d'électeurs. L'affaire Gore contre Bush (2000) aura rappelé que l'avis des citoyens n'est que consultatif. La Cour suprême a considéré qu'elle n'avait pas à attendre le recomptage des voix en Floride pour proclamer le vainqueur. Pour elle, seul importait que l'État de Floride désigne ses électeurs, et pas du tout de savoir ce qu'en pensaient ses habitants. L'illusion ne s'arrête pas là. Lorsque George W. Bush logeait à la Maison-Blanche, personne n'imaginait qu'un homme aussi inculte et incompétent puisse exercer la réalité du pouvoir.

Chacun pensait qu'une discrète équipe l'exerçait pour lui. Pourtant, lorsque Barack Obama lui a succédé, beaucoup ont déduit que puisqu'il était plus intelligent, il était le pouvoir. Mais comment croire que l'équipe qui exerçait le pouvoir sous Bush y aurait spontanément renoncé sous Obama ?

Regardons un instant l'agenda du président US : audiences, discours et inaugurations se succèdent sans interruption. A quel moment cet homme aurait-t-il le temps de s'informer sur les sujets à propos desquels il lit des discours ? Il n'est pas plus président que les présentateurs des journaux télévisés ne sont journalistes. Ils font en fait le même métier : lecteurs de prompteurs.

Pourtant, nous sentons confusément que le show Obama-Romney n'est pas uniquement un spectacle ; que quelque chose se décide. En effet, dans le système constitutionnel US, la première fonction du président, c'est de nommer les titulaires de plus de 6 000 postes. L'alternance politique s'apparente ainsi à une vaste migration des élites. Des milliers de hauts fonctionnaires et des dizaines de milliers d'assistants et de

conseillers pourraient être renvoyés au profit de nouveaux, qui seraient majoritairement des anciens de l'ère Bush. L'élection présidentielle US détermine les carrières personnelles de tous ces gens. Et avec elles, son cortège de corruption en faveur de telles ou telles multinationales. Il y a donc des raisons d'investir de l'argent, beaucoup d'argent dans ce duel.

Et la politique internationale dans tout cela ? Au cours des dernières années, les changements ne sont pas survenus lors des élections présidentielles, mais durant les mandats. Bill Clinton (1993-2000) devait poursuivre la réduction des budgets militaires après la disparition de l'URSS et apporter la prospérité économique, mais en 1995 il procéda au réarmement des États-Unis. George W. Bush (2001-2008) devait rationaliser le Pentagone et mener une « guerre sans fin », mais fin 2006, il stoppa le processus de privatisation du Pentagone et commença à préparer les retraits d'Afghanistan et d'Irak. Barack Obama (2009-2012) devait poursuivre le retrait et redémarrer à zéro les

relations avec la Russie et le monde musulman. Finalement, il a construit le bouclier antimissile et soutenu une révolution colorée en Égypte et des guerres en Libye et en Syrie. Chaque fois, les lecteurs de prompteurs ont opéré sans états d'âme des virages à 180 degrés, trahissant toutes les promesses faites à leur peuple.

Le problème de la classe dirigeante US est de trouver le lecteur de prompteur le plus adapté pour justifier les prochains virages politiques. En ce sens Romney représente une nouvelle rhétorique. Il ne cesse de réaffirmer que l'Amérique a vocation à diriger le monde, tandis qu'Obama admet que le monde puisse être ordonné par le droit international.

Barack Obama et Mitt Romney : les deux faces d'une même médaille



L'actuel président essaye de résoudre les problèmes économiques en réduisant significativement les dépenses militaires et en transférant le fardeau de la guerre sur ses alliés. Par exemple, il a sous-traité la destruction de la Libye aux Français et aux Britanniques. Au contraire, Romney affirme que, pour fonctionner, l'économie US a besoin que ses forces armées patrouillent dans les airs et dans toutes les eaux internationales. Par

conséquent, il entend maintenir le niveau des dépenses militaires, à la fois malgré la crise et pour la résoudre.

Quelle que soit l'option choisie, le fond ne changera pas. Les États-Unis veulent se dégager du Proche-Orient dont ils sont devenus moins dépendants au plan énergétique. Ils ne pourront le faire qu'en partageant cette région avec la Russie. S'il reste à la Maison-Blanche, Obama présentera cette évolution comme un progrès du multilatéralisme. Si Romney le remplace, il prétendra mener une stratégie reaganienne et attacher un fil à la patte de l'Ours russe pour l'empêtrer dans des conflits interminables. En définitive, sur ce sujet et sur les autres, la seule conséquence de l'élection présidentielle US sera le choix des arguments utilisés pour nous convaincre que l'Amérique est une démocratie agissant avec puissance et bienveillance. De quoi nous plaignons-nous ?

Thierry Meyssan

Source originale : Tichreen (Syrie)

L'effondrement des trois édifices du «World Trade Center» le 11 septembre 2001 fut un attentat organisé par un secteur très influent au sein du gouvernement, de l'armée et de la bourgeoisie des États-Unis

Par Antonio Artuso, rédacteur en chef de «L'Étoile du Nord»

«L'Étoile du Nord» appuie totalement la version de l'organisation «Architects and Engineers for 9/11 Truth» (Architectes et ingénieurs pour la vérité sur le 11 septembre) - Vidéo de www.ae911truth.org/ - Elle affirme que la version officielle du gouvernement étatsunien et des grands médias est un mensonge, qu'il est impossible que les 3 tours du World Trade Center aient été détruites autrement que par une opération de démolition contrôlée (Voir «Preuves irréfutables» ci-

catastrophique qu'aucune autre :

Il y a un mois, «Architects and Engineers for 9/11 Truth» a commencé à diffuser la vidéo «9/11 - Explosive Evidence - Experts Speak Out» (11 septembre - des preuves explosives - des experts se prononcent) dans son site www.ae911truth.org/. La vidéo présente des entrevues de plus de 40

nable de guerres qui ont déjà coûté plus de 45 trillions de dollars en dé



Démolition contrôlée, d'un édifice en Houston –Texas en 2010

dessous). «L'Étoile du Nord» va plus loin en affirmant ce que «Architectes» sous-entend : ce crime abominable a été un coup monté («an inside job») perpétré par un secteur très influent au sein du gouvernement, de l'armée et de la bourgeoisie des États-Unis (1) pour instaurer un fascisme de type nouveau aux USA et dans d'autres pays tels que le Canada; (2) pour sortir les États-Unis de la crise et consolider ses intérêts impérialistes dans le monde au moyen du fascisme et de la guerre.

Le 11 septembre, début d'une nouvelle étape de l'impérialisme, plus

chologie expliquent pourquoi les personnes éprouvent beaucoup de difficulté à accepter les preuves de la destruction des trois gratte-ciel du World Trade Center par démolition contrôlée. Il a fallu 11 années pour qu'un groupe d'experts se constitue et présente clairement des preuves irréfutables. Nous devons faire une autocritique, car nous n'avons même pas lu le livre de Thierry Meyssan et les documents d'autres chercheurs qui, eux, avaient compris. Un crime qui a causé et causera une série de crimes et de destructions des plus abominables de l'histoire : la mort horrible de 2 744 innocents se trouvant dans les tours, des pompiers, le déclenchement d'une série intermi-



Effondrement d'un des trois tours du World Trade Center

experts en architecture de gratte-ciel, en ingénierie de structures, en métallurgie, en chimie, en physique, en explosifs, en démolition contrôlée. Et 8 experts en psy-

penses militaires U.S., de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'une guerre mondiale indirecte (comme la guerre froide) ou directe comme les deux premières guerres impérialistes mondiales, l'annulation des libertés civiles et de la Constitution des États-Unis (Patriot Act, Military Commission Act, National Defense Authorization Act, etc.). Par cet acte, la bourgeoisie assassine des États-Unis a décidé de tout risquer pour sortir de la crise y compris une 3^{ème} guerre mondiale. Nous demandons aux organisations progressistes et communistes de prononcer clairement et de préparer le prolétariat et les peuples à combattre la crise, le fascisme et la guerre pour éviter une troisième hécatombe mondiale et, si celle-ci éclate, pour renverser le système capitaliste et construire le socialisme.

Des preuves irréfutables que les 3 tours ont été l'objet de démolition contrôlée :

Les experts insistent sur 10 points qui prouvent sans aucun doute possible que la version officielle du gouvernement étatsunien est un mensonge et

que toute l'opération a été parfaitement synchronisée, y compris la destruction des preuves :

-1-Invulnérabilité des gratte-ciel modernes (1) aux incendies; (2) aux collisions d'avions; (3) aux tremblements de terre. Aucun immeuble au monde n'a vu ses structures métalliques s'effondrer à cause d'un incendie, même après 48 heures, même si tous les étages brûlaient;

-2- La température de combustion du kérosène des avions n'atteint jamais le point de fusion des structures métalliques de tours : Le réservoir entier peut brûler sans faire endommager gravement les structures des tours;

-3-Seul le «Thermite» atteint la température permettant de faire fondre des structures métalliques :

Le thermite est un mélange d'oxydes de fer et d'aluminium utilisé par les unités de l'armée pour faire fondre pièces d'artillerie (pour ne pas les laisser à l'ennemi). Le nano-thermite n'est produit que par les usines de l'armée. Il y a plusieurs preuves irréfutables de l'utilisation du thermite : (1) coulées de métal rouge que l'on voit tomber le long des édifices; (2) des milliers de petites sphères de fer, d'aluminium et de manganèse jonchaient le sol, provenant de la fusion d'une partie du métal des structures; (3) des morceaux de thermite non brûlés ont été découverts; (4) la combustion des tonnes de débris qui jonchaient le sol a duré plusieurs jours, et la température faisait fondre les bottes des pompiers;

-4-Les violentes explosions : En plus du Thermite, des explosifs ont été utilisés : des explosions ont été rapportées par les rescapés du Trade Center, les pompiers et les policiers, et enregistrées; un grand nombre de personnes ont été tuées et blessées par des explosions. Les explosions ont causé les projections de ciment pulvérisé que l'on voit et de barres de métal ainsi que de morceaux de chair hu-

maine que l'on a retrouvé sur les meubles environnants;

-5-Vitesses et accélérations extraordinaires de la chute : L'effondrement des trois tours s'est produit à la vitesse de la chute libre (La tour 7, qui avait 47 étages, s'est effondrée d'un coup en 6,5 secondes). Les étages, tombant les uns sur les autres du sommet à la base, auraient dû être ralentis. Leur chute aurait dû cesser avant d'atteindre le sol. Or l'accélération a été positive et non négative;

-6-Seule une démolition contrôlée permet un effondrement si parfait des trois tours : L'effondrement des 3 tours a été parfaite sous tous les aspects : (1) verticalité et précision parfaites de l'effondrement (pour n'endommager aucun immeuble environnant), (2) symétrie et synchronisation parfaites de la chute de toutes les parties des tours; (3) chute totale et en quelques secondes seulement de chaque tour. Les experts ont tout de suite reconnu une opération de démolition contrôlée parfaitement réalisée, qui a exigé une longue et minutieuse préparation;

-7-L'effondrement inexplicable de la tour numéro 7 : La tour numéro 7, de 47 étages, bâtie dans la moitié des années 80, conformément à tous les codes de construction de l'époque, s'est effondrée à 17h21, en 6,5 seconde, en une pile compacte, exactement de la même façon que les deux autres. Plusieurs faits sont inexplicables et n'ont pas été l'objet d'enquête : (1) la tour n'a été frappée par aucun avion; (2) Larry Silverstein, propriétaire des tours, a expliqué que l'incendie des meubles et des autres objets se trouvant dans la tour menaçait de causer un effondrement et que la tour avait été évacuée et ...détruite. Mais alors la tour avait-elle été préparée pour une démolition contrôlée; (3) avant que la tour ne s'effondre, une journaliste a annoncé que la tour s'était ef-

fondrée. Le maire de New York, Rudy Giuliani, interviewé par le journaliste Peter Jennings, a dit qu'il savait à l'avance que l'immeuble allait s'effondrer.

-8-La parfaite préparation des médias (1) pour expliquer la démolition et (2) pour présenter les photos des terroristes : Quelques heures seulement après l'effondrement, les médias du monde entier présentaient des explications sur ce qui était arrivé : (1) un jeune a expliqué devant les caméras, quelques minutes après les faits, qu'il avait vu de ses propres yeux un avion traverser l'immeuble, prendre feu, faire fondre les structures de métal et causer ainsi l'effondrement; (2) peu de temps après, tous les écrans de télévision présentèrent le grand tableau de photos des terroristes; (3) on a rapporté aussi que le passeport d'un terroriste avait été trouvé intact dans les milliers de tonnes de débris.

-9-Les structures d'acier ont toutes été immédiatement enlevées après l'effondrement : Le contenu de 400 camions chaque jour a été enlevé et envoyé en Chine pour être recyclé.



La «American Society of Civil Engineering» a violé le code de comportement en cas de désastre.

Il aurait fallu analyser et photographier chaque poutre, détecter la présence d'explosive, examiner chaque élément comme on le fait quand un avion s'écrase.

On essaie de réunir tous les morceaux et toutes les preuves. Dans le cas des 3 tours, les preuves ont été volontairement détruites le plus rapidement possible par les autorités.

-10- La Commission d'enquête a refusé de se pencher sur des milliers de faits et de témoignages troublants, que questions restées sont réponses toutes ces questions et, par conséquent, le Rapport produit n'a aucune valeur. Une autre commission d'enquête, qui soit indépendante, doit être convoquée.

Il ne peut s'agir que d'une opération de démolition contrôlée. La préparation des trois tours pour la démolition contrôlée a exigé énormément de travail clandestin nocturne, d'équipes, de matériel au cours des nuits précédant l'événement. Une série d'hypothèses et de faits doivent être analysés :

la non intervention de l'aviation, la route des avions liés aux attentats, la possibilité que les avions de passagers aient été substitués par d'autres avions, l'attentat contre le Pentagone, le calme pour le moins surprenant du président Bush en visite dans une école, attentat contre le Pentagone, annonce qu'un attentat se préparait, etc.

Deux événements ont eu des conséquences catastrophiques pour l'humanité :

l'Incendie du Reichstag par Hitler en 1933, et la démolition contrôlée des 3 tours du WTC en 2001 par un groupe influent au sein du gouvernement des États-Unis

(1) en 1933, l'incendie du Reichstag (parlement allemand) à Berlin par le parti national-socialiste ("nazi") Hitler

et les nazis ont accusé les communistes, proclamé la suspension des libertés individuelles, instauré le fascisme et entrepris les préparatifs d'invasion, d'occupation et de pillage des pays qu'Hitler voulait dominer pendant son

Reich, qui durerait mille ans; et

Aux États-Unis, les incidents du 11 septembre ont "justifié" l'adoption de deux lois soi-disant "lois anti-terroristes" :

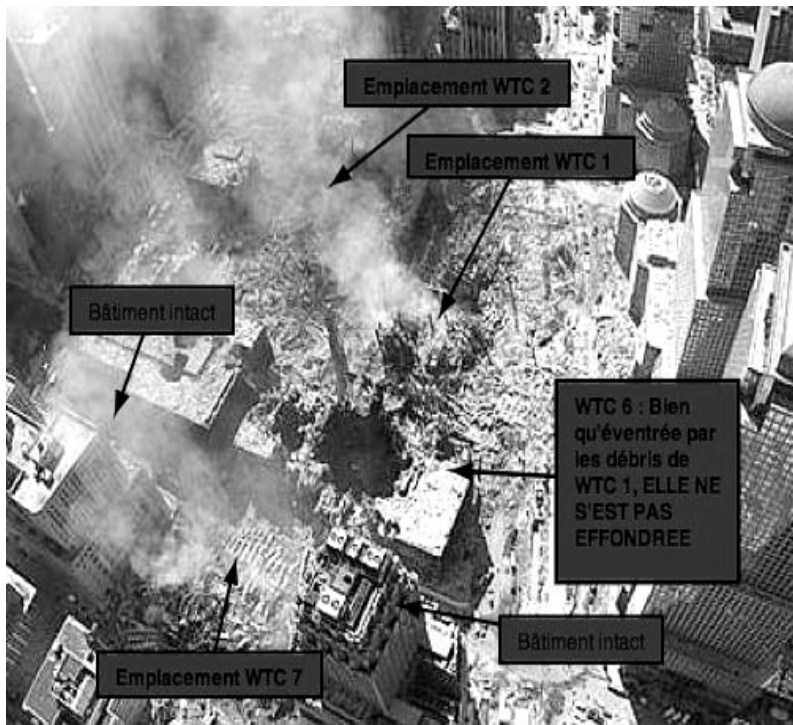
1-le «Patriot Act», signé par Bush le 26 octobre 2001 et

2-le «National Defence Authorization Act» (NDAA), signé par Obama le 31 décembre 2011.

Le NDAA («Loi autorisant la défense nationale») donne à l'Armée, sous la direction du président, le pouvoir d'intervenir sur le territoire national pour combattre le terrorisme («Title X, Subtitle D, intitulée «Counter-Terrorism», et, en particulier, les sous-sections 1021 et 1022, qui permettent la détention de personnes que le gouvernement soupçonne d'être liées à des "activités terroristes").

Il n'y a pas de définition juridique de ce qu'est une «activité terroriste». On peut, en effet, considérer le fait de participer à une grève comme étant un acte terroriste en alléguant que la grève s'oppose aux intérêts du pays.

Le NDAA élimine l'Habeas Corpus (L'État ne peut arrêter quelqu'un sans mandat de la cour, et toute personne

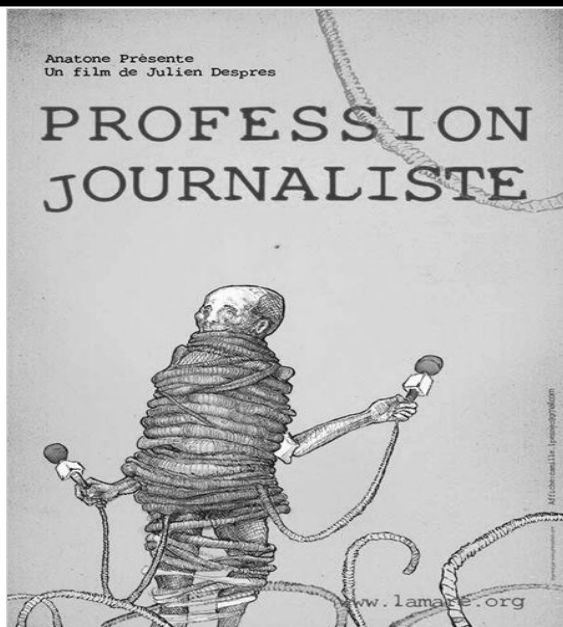


arrêtée a droit à un procès en bonne et due forme) et la Constitution étatsunienne, car le NDAA autorise l'Armée à arrêter sans mandat tout citoyenne/en étatsunienne/en) et à le détenir indéfiniment, sans procès.

Les dispositions sur la détention ont été dénoncées entre autres par l'«American Civil Liberties Union» (ACLU), par le «Bill of Rights Defense Committee» et par certains medias préoccupés par l'ampleur des pouvoirs conférés au président et à l'armée par le NDAA, par le fait que les personnes accusées peuvent être détenues indéfiniment, par le fait que l'Armée peut intervenir en territoire étatsunien contre des citoyennes/ens étatsuniennes/iens, rôle qui normalement revient à la police.

Le 11 septembre 2001 a été le début des guerres d'invasion, d'occupation et de pillages du bloc impérialiste États-Unis / Union européenne en vue de l'hégémonie mondiale. Le projet de ce bloc impérialiste est exactement le même que celui d'Hitler : enrichir les capitalistes étatsuniens et européens.

Et il risque de se terminer de la même façon.



Film présentant à Annie Lacroix-Riz

contribué à la défaite de la France en collaborant avec le régime nazi de Hitler, le 3^{ème} Reich et l'impérialisme allemand, et en participant à la dénonciation, à la répression, à la torture, à l'exécution des membres de la Résistance française par les occupants nazis et par l'État capitaliste français. Annie Lacroix-Riz dénonce, dans plusieurs entrevues diffusées par vidéo ou par radio (chercher dans Google) le rôle de faux historiens payés par la famille Renault et par la bourgeoisie, qui déforment totalement l'histoire et appuient le fascisme et la bourgeoisie française. Annie Lacroix-Riz est l'une des plus importantes intellectuelles actuelle dans le domaine de l'histoire.

Elle mène, dans tous les domaines de l'histoire la lutte de classe que doivent mener le prolétariat et les intellectuels progressistes et communistes pour la vérité : l'enjeu est la vérité historique ou le mensonge, la vérité qui nous libérera et conduira l'humanité vers la révolution socialiste ou le mensonge, l'aliénation, le triomphe des classes dominantes criminelles pour maintenir l'exploitation des travailleurs du monde entier, l'oppression des peuples par les États, les crises dans tous les domaines, le fascisme et la guerre. Dans ses conférences, dans ses écrits, Annie Lacroix-Riz annonce clairement que les signes montrent que la révolution socialiste se prépare. Pilier essentiel de la recherche historique, source d'analyses et de conclusions justes qui nous appuie et nous oriente dans notre travail, Annie Lacroix-Riz prépare la fusion du prolétariat et des intellectuels pour la construction des Partis communistes authentiques et du Mouvement communiste international qui mèneront les révolutions socialistes qui se préparent.

Voir entre autres les entrevues suivantes :

http://www.dailymotion.com/video/x5njza_le-choix-de-la-defaite-annie-lacroix_news

<http://vimeo.com/38507959>

Nouvelles brèves :

L'Association d'amitié franco-coréenne

<http://www.amitiefrancecoree.org/>



Le bulletin «L'Étoile du Nord» dénonce les menaces constantes du bloc impérialiste États-Unis / Union européenne contre la RPDC et le peuple coréen, encourage l'unité et la lutte du prolétariat, des peuples et des nations et le développement d'un front unique prolétarien contre la crise, le fascisme et la guerre.

«Objectifs de l'AAFC : Dans le contexte d'une division de la Corée aujourd'hui anachronique, imposée contre son gré à la nation coréenne après la Seconde guerre mondiale par le jeu des grandes puissances, l'Association d'amitié franco-coréenne a soutenu de manière constante le principe d'une réunification pacifique et indépendante de la nation coréenne, conformément à son aspiration légitime et à l'intérêt de la sécurité et de la paix dans le monde.

L'AAFC œuvre au renforcement des liens d'amitié, de coopération et de solidarité entre les peuples français et coréen, en appuyant les démarches conduites dans le cadre du dialogue intercoréen depuis le sommet historique, organisé à Pyongyang du 13 au 15 juin 2000, entre les dirigeants de Corée du Nord et de Corée du Sud, Kim Jong-il et Kim Dae-jung.

Afin de renforcer les échanges entre les Français et les Coréens dans leur intérêt mutuel, l'AAFC milite pour l'établissement de relations diplomatiques complètes entre la République française et la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

L'AAFC est affiliée au Comité international de liaison pour la réunification et la paix en Corée (CILRECO), mouvement de solidarité qui rassemble les organisations d'amitié pour la cause du peuple coréen des divers pays et des organisations progressistes.»

Culture soviétique: Hommage à Geli Korzhev, peintre communiste

Reflet de l'évolution de la peinture de l'URSS socialiste à la Russie capitaliste

Par Antonio Artuso

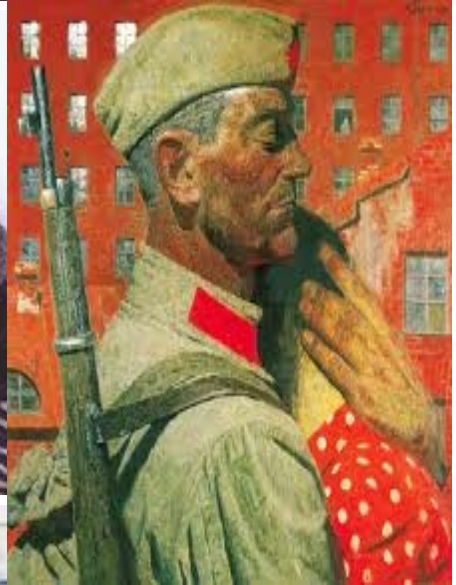


«L'Étoile du Nord» rend hommage au peintre communiste Geli Mikhailovich Korzhev-Chuveluyov (1925 – 2012). **Jeunesse :** Korzhev naît à Moscou en 1925. Son père, architecte, est membre de l'Association des «nouveaux architectes», premier groupe avant-gardiste des années 1920. Entre 1939 et 1944, Korzhev étudie la peinture à Moscou. Il a 16 ans quand, en 1941, l'Allemagne nazie envahit l'URSS. Il est évacué de Moscou. En 1944, il retourne aux études à Moscou et en 1950 est diplômé. **Années de formation :** Korzhev a reçu sa formation artistique durant la Seconde Guerre mondiale, selon les conceptions l'école du «réalisme socialiste» de l'époque de Staline (Voir texte , et dans les très dures conditions de la guerre d'invasion nazie, qui a fait 22 millions de victimes soviétiques. **Les conceptions communistes sur l'art et la littérature.** Les artistes communistes font alors partie du prolétariat et du peuple. Ils partagent toutes les joies et les souffrances de la grande famille soviétique. Ils font partie des millions d'ouvriers qui travaillent dans le même combat collectif pour la production, pour développer l'économie, améliorer les conditions de vie et de travail, contribuer à l'avancement des techniques, des sciences, du niveau de vie, pour défendre le pays, pour organiser mieux la société, élever le niveau de conscience . Les artistes sont des producteurs comme les autres. En tant que travailleurs culturels, ils ont les mêmes droits, mais de très importantes responsabilités dans la société. Ils œuvrent en effet dans le domaine idéologique, centre dirigeant de toutes les conceptions et directives qui orientent la société socialiste. Et les ouvriers les abordent comme des camarades de lutte, leur posent des questions, les critiquent. Leur métier consiste à peindre le peuple, l'héroïsme quotidien de millions de Soviétiques en temps de paix ou de guerre. Ils exprimer la vie, les luttes, les principes. Ils sont les ingénieurs des âmes, tracent la conduite digne, morale, la formation des travailleurs et la conviction que tous les problèmes ont une solution à conditions que le prolétariat et le peuple lutte ensemble, uni, solidaire, comme les membres d'une seule famille, assumant les responsabilités collectives, selon un code moral, intellectuel très élevé, à élever toujours plus. Staline appelait les écrivains les « ingénieurs des âmes », car ils jouent un rôle déterminant dans la vie du prolétariat et du peuple soviétique. **Les conceptions artistiques bourgeoises :**

L'artiste bourgeois, lui, n'a aucun devoir envers la société. Il est perçu et se perçoit comme un être génial, supérieur aux ouvriers et aux masses en général. Il a le droit de s'exprimer vulgairement ou de dire les insignifiances pourvu que ça se vende. Il révèle sans pudeur ses vices, ses fantaisies, ses fantasmes, s'exhibe sans retenue, explique d'un air très docte ses états d'âmes insignifiants ou répugnants, cultive son individualisme d'être ultra-sensible, asocial, psychopathe. Il est adulé par les foules, son monde féérique, coupé de la réalité est considéré génial et ses œuvres commerciales sont vendues grâce au battage publicitaires de spécialistes du marketing. **Maturité de Korzhev dans l'URSS replongée dans le capitalisme :** Korzhev a atteint sa maturité dans l'URSS, qui, après l'abominable guerre, s'est rapidement reconstruite. Mais Staline meurt en 1953, et Khrouchtchev et les révi-



sionnistes restaurent le capitalisme, selon le principe de «chacun pour soi» et l'individualisme bourgeois. En 1954, Korzhev peint «Jours de guerre», tableau acclamé par un peuple qui n'avance plus. Ses tableaux reflètent les traumatismes soufferts par tout le peuple soviétique, mêlés à la tristesse et l'angoisse du peuple soviétique dans une économie où les révisionnistes sabotent la planification, les structures socialistes et la solidarité socialiste. **L'«École sévère» :** Geli Korzhev, Victor Ivanov et Petr Ossovsky constituent l'«École sévère», mouvement qui contraste avec le «réalisme socialiste» par la gravité des thèmes et l'expression de la souffrance, de l'angoisse et de la solitude. Les thèmes artistiques sont le repliement sur soi. En 1959, Korzhev peint le tableau «Amants», qui représente un couple d'âge moyen, assis au bord de la mer, plongé dans les souvenirs. Ce tableau est le premier à exprimer la vision de la vie du peintre, le style personnel de celui-ci et à inclure un personnage qui reviendra souvent dans son œuvre, celui d'un homme d'âge moyen ou âgé, portant le fardeau de lourdes expériences traumatiques. Au milieu des années 60, au moyen de la série de tableaux intitulée «Brûlé par le feu de la guerre», Korzhev est reconnu comme le plus puissant peintre réaliste de sa génération. Mais il ne s'agit plus du réalisme socialiste, il s'agit du néo-réalisme à la manière du cinéma italien d'après-guerre, un réalisme de la tristesse et de la misère.



**POUR LA
RECONSTRUC-
TION DE L'URSS
ET DU SOCIA-
LISME!**